[E. P. S. Ricard] Y 29157.1
Case Fnc 24394

LETTRES

D'UN

MILITAIRE,

SUR LES CHANGEMENS

QUI S'ANNONCENT

DANS LE SYSTEME POLITIQUE

DE

L'EUROPE.

A BOUILLON.

LE 1er NOVEMBRE 1787.

THE NEWBERRY LIBRARY

LETTRE PREMIERE.

Le premier Octobre 1787.

Vous me demandez, M..., des réflexions sur les Nouvelles publiques ; les voici. Je vous écris aussi rapidement, que les Prussiens ont marché sur les terres de la Hollande.

On avoit prévu que la mort du Roi de Prusse seroit l'époque des changemens qu'on apperçoit dans la politique de l'Europe; mais on n'avoit pas imaginé que l'explosion des projets nouveaux seroit aussi prompte.

Les deux causes principales, ou plutôt les deux prétextes des changemens dans le système général, ont été les troubles de la Hollande, & l'ambition de la Russie ; la cause la plus immédiate de ces changemens & de la guerre qui paroît en être une suite inévitable, est le desir du Roi de Prusse regnant de s'écarter des bases politiques que son Prédécesseur avoit si heureusement affermies ; & son espoir, un peu trop confiant, de faire mieux que lui.

On se rappelle ce mot du feu Roi de Prusse : *Mon Neveu me recommencera* ; sans doute il le recommence, c'est-à-dire, qu'il entreprend de remettre au hasard une partie des avantages d'un regne long & glorieux, & qu'il renouvelle la rivalité mal éteinte des Maisons d'Autriche & de Brandebourg, mais avec une grande différence des temps anciens ; car la France & l'Autriche étoient ennemies autrefois, & elles sont maintenânt unies.

Il est donc naturel de penser que les vues actuelles du Roi de Prusse sont hasardées ; elles le sont, sans contredit, puisqu'elles sont différentes de celles de Fréderic. Il ne faut point d'autres preuves.

Dans une guerre générale qui se déclareroit, en séparant d'un calcul général des probabilités, les efforts des Puissances alliées qui se contrebalanceroient, on verroit, sur le théatre principal de la guerre, trois cents cinquante mille Autrichiens opposés à deux cents mille Prussiens, & de part & d'autre, des talens semblables pour commander, une discipline pareille pour obéir. Les armées de Prusse croiroient, peut-être d'abord, que le génie de Fréderic ne cesseroit pas de les conduire ; mais une seule bataille perdue détruiroit l'opinion qui les a menées à la victoire. Les lignes de Konigshoff & de Jaromitz ; le camp retranché

de Konigeingratz couvrent la Bohême, la Moravie eſt défendue par les poſtes de Freudenthal & de Hoff, & la Siléſie eſt ouverte; Shwednitz eſt la ſeule défenſe de cette Province que garantiſſoit, plus ſûrement que des ramparts, la réputation du Souverain qui l'avoit conquiſe.

Cet amour propre du Roi de Pruſſe d'être grand à ſa manière, & non à celle de ſon Oncle, a été puiſſamment excité par l'extrême deſir du Prince regnant de Brunſwich, de montrer à l'Europe de grands talens pour la guerre. Les déférences que le Roi de Pruſſe lui a vouées, & le pouvoir de commander les armées les plus illuſtrées par des ſuccès, ont dû ſéduire un Prince qui, dès ſa première jeuneſſe, ſe montra ardent pour la gloire quand on le connut ſous le nom du Prince héréditaire.

Si nous tenons le premier fil de la trame qui s'eſt ourdie, il ne ſera pas difficile d'en ſuivre les progrès.

Dès que la détermination du cabinet de Berlin a pu ſe laiſſer appercevoir, celui de St James, toujours attentif à la politique qui regle les intérêts du continent, en a voulu profiter; &, s'il n'a pas inſpiré les premières réſolutions, il n'a pas craint, du moins, de répondre de leur ſuccès.

Les Miniſtres anglais auront dit à ceux du Roi

de Pruſſe : « Voyez quel ſera le fruit que notre » union vous procurera. Pendant cinq années » nous avons combattu ſeuls contre l'Amérique, » la France & l'Eſpagne, & le ſuccès a reſté in- » décis en Europe. Heureuſement nous avons » perdu l'Amérique ; & lorſque nous ne la com- » battrons plus, ſans avoir rien cédé de la por- » tion de commerce, qui ſoumet ſa fortune à la » nôtre, nos forces ſeront doublées contre la » France, elles agiront deſormais ſur un plus » petit nombre de points d'attaque, & elles n'au- » ront plus à protéger le vaſte développement » d'un continent tout entier ; nous regnerons ſeuls » ſur les mers, & nous ſeconderons vos projets » avec une armée d'Anglais, d'Hanovriens, de » Heſſois, ſemblable à celle que commandoit le » Prince Ferdinand en 56 ; vous oppoſerez » cette armée à l'excédent des forces que l'Em- » pereur raſſemblera contre vous, ou vous l'em- » ployerez contre une autre armée que la France » deſtineroit au ſecours de ſon Allié, ſi elle pou- » voit conſerver, tout-à-la-fois, le pouvoir » d'armer des Eſcadres, & de ſoudoyer des ar- » mées. Ne doutez pas que la France & l'Em- » pereur ne ſe réuniſſent contre vous ; ſi l'intérêt » de tous les temps & de toutes les ſituations » n'annonce pas avec certitude la durée de cette » union, l'intérêt du moment la leur rend indiſ-

» penſable ; mais raſſurez-vous ; vous diſpoſez » du tréſor des épargnes de tout un regne auſſi » économe que guerrier, & notre crédit eſt iné- » puiſable, nous le devons à l'audace de nos pro- » jets. Cet avantage que nous avons ſur nos en- » nemis, nous aſſure une ſupériorité conſtante, » & les moyens d'agir plutôt, & les moyens d'a- » gir plus long-temps ». Ce diſcours n'auroit peut-être pas dû paroître très-perſuaſif ; mais on doit avouer cependant, qu'en le ſuppoſant tel que nous l'annonçons, il aura pu faire quelque illuſion.

La partie s'eſt donc liée, quoique par des intérets différens entre la Pruſſe & l'Angleterre, entre l'une des premières Puiſſances du continent, & celle qui veut être la première ſur les Mers ; mais ces deux liens n'auroient pas ſuffi ; les deux nouveaux Alliés ont jugé qu'il leur étoit néceſſaire de s'en procurer un troiſième ; & l'Empire Ottoman, ſi anciennement uni à la France, n'a pas cru devoir ſe refuſer à cette triple confédération. Voici ſes motifs, ou, pour parler avec plus d'exactitude, ceux qui lui ont été ſuggérés. Nous ferons parler encore une fois les Miniſtres Anglais.

« Vous étiez avec raiſon les amis de la France, » quand les Français étoient les ennemis de vos » ennemis ; ne voyez-vous pas que votre union

» auroit dû ſe rompre dès le moment qu'ils ſont
» devenus les alliés des Autrichiens, dès que le
» Traité de Verſailles & de Vienne de -56 fut en
» vigueur: ils ſont doublement vos ennemis; car ils
» ſont alliés de l'Empereur, & l'Empereur eſt lui-
» même allié des Ruſſes. Les Français vous donnent
» des Ingénieurs, des Artilleurs, des Conſtruc-
» teurs de navire: c'eſt un préſent que nous pour-
» rons vous faire comme eux; mais ils ne vous
» ont aſſocié qu'aux bienfaits incertains de leur
» commerce ſubordonné, & nous vous offrons
» l'appui aſſuré de nos forces maritimes. Les
» Ruſſes ne vous ont vaincu à la mer, ils n'ont
» brûlé vos Eſcadres dans l'Archipel, que parce
» que leurs vaiſſeaux étoient conduits & com-
» mandés par nous. L'appui que nous vous pro-
» poſons eſt le même que nous donnions aux Ruſ-
» ſes vos ennemis, & que nous leur retirons.
» Nous vous procurons donc un double avantage.
» Voulez-vous une preuve certaine que la France
» vous abandonne; & cette preuve eſt indépen-
» dante de ſon obligation de remplir des engage-
» mens envers la Maiſon d'Autriche, cette preu-
» ve eſt le dernier traité de commerce avec la
» Ruſſie. Ce traité eſt déſavantageux à la France
» puiſqu'elle ſe ſoumet à une égalité, & à une ré-
» ciprocité de commerce avec la puiſſance Ruſſe
» dans les mêmes mers du Levant, où, de temps

» immémorial, elle a essayé de dominer sans ri-
» valités. La France n'a pu consentir à céder une
» portion d'un commerce assuré, qu'en vertu de
» quelque traité secret de partage, que par l'es-
» poir de vous ravir par les armes ou des cessions
» contraintes, quelques Isles de l'Archipel, l'Isle
» de Candie, des établissemens sur les côtes de
» l'Egypte ».

Lorsque l'Ambassadeur Anglais a pu tenir dans le Divan ce langage séduisant, il n'a pu être contredit que par un Ambassadeur de Versailles, par un Négociateur sage & éclairé, mais qui avait trop bien apperçu autrefois dans ses voyages de la Grèce, & démontré dans un Ouvrage très-répandu, les facilités des démembremens d'un Empire, qui ne devoit plus depuis long-temps son existance entière qu'aux rivalités continuelles des autres Puissances Européennes.

Telles se montrent évidemment les causes qui ont entraîné les déterminations des trois grands Etats, que nous pouvons considérer maintenant comme tacitement confédérés, comme donnant l'origine à un nouveau système politique général entiérement opposé à celui que les négociations de la France, & les principes du feu Roi de Prusse, avoient établi & maintenu.

Après avoir vu séparément quels sont les motifs de l'union de ces trois Etats, il s'agit encore

d'appercevoir quel eſt, pour chacun d'eux, le principal eſpoir qui a pu les déterminer.

Le Roi de Pruſſe a cru devoir agir pour ſa ſûrete & pour ſon aggrandiſſement. Pour ſa ſureté actuelle, parce que l'Empereur, ſon ennemi naturel, a de plus nombreuſes armées que les ſiennes, & que, s'il eſt plus fort tout ſeul pour entreprendre, il le ſeroit d'avantage, quand la Ruſſie lui preteroit ſes ſecours. Ainſi, les moyens ſupérieurs de l'Empereur, & ſon alliance avec l'Empire Ruſſe, lui aſſurent la repriſe de la Siléſie, dont il eſt naturel de penſer qu'il ne perdra jamais le deſir, tandis que, pour ſa propre défenſe, le Roi de Pruſſe ne devra compter, auprès de ſes frontières, aucun Allié puiſſant, & que l'amitié de la France, conſtante, déſintéreſſée, ne lui annonce que des deſirs de paix, des négociations toujours infructueuſes contre des deſſeins de guerre déterminés.

Le Roi de Pruſſe a craint pour ſa ſûreté un nouveau partage de la Pologne, vraiſemblablement réſolu, près de Choczim, ou à Kioff, dans la ſurprenante entrevue de l'Impératrice, de l'Empereur & du Roi de Pologne; ce partage, auquel il n'a point été appelé, & qui ſe feroit ſans aucunes ceſſions en ſa faveur, augmenteroit la puiſſance territoriale, les avantages des ſituations locales, la force, enfin, de ſes ennemis naturels.

Par

Par une guerre inattendue, le Roi de Pruſſe eſpéreroit au contraire, que ſes premiers ſuccès, dont il oſeroit ſe flatter, le mettroient en ſituation d'être compris dans ce partage prémédité, de concourir à en régler les conditions, de les preſcrire même, & de ſe réſerver des avantages au moins ſemblables à ceux dont il laiſſeroit la jouiſſance à ſes ennemis.

Le Roi de Pruſſe auroit à craindre l'affoibliſſement de l'Empire Ottoman, quand ne conſervant que des Alliés preſque inactifs en ſa faveur, tels que la France, & quelques membres du Corps germanique, il auroit ſouffert que l'Empereur ou la Ruſſie euſſent aggrandi leurs Etats. Le Roi de Pruſſe ne peut pas ſe méprendre ſur la nature de ſes forces; des victoires, l'opinion, un génie audacieux & fortuné les créa, une appréciation plus exacte, une politique de ſa part trop circonſpecte, une défenſive timide pourroient les détruire en moins de temps qu'elles n'ont été formées.

A ces deſirs de ſûreté, le Roi de Pruſſe joint peut-être encore le deſir d'aggrandir ſes Etats, & d'unir, par une jalouſie noble, à la gloire qui lui a été tranſmiſe, celle qu'il ne devroit qu'à lui-même. Son Oncle, avec moins de moyens qu'il n'en peut employer, acquit une grande partie de la Siléſie, ne peut-il pas eſpérer de l'ob-

tenir toute entière, & de réunir à cette conquête la Siléſie Autrichienne, & des diſtricts dans la Moravie, plus rapprochés d'Olmutz, & d'autres diſtricts dans la Bohême, à la rive gauche de l'Elbe, plus voiſins de Prague & de Dreſde. L'alliance qui ſe conclut actuellement entre l'Autriche & la Saxe, lui fait preſque une néceſſité de ce nouvel aggrandiſſement.

La nouvelle fortereſſe de Thereſienſtad, élevée preſque ſous les murs de Dreſde, a interrompu les communications locales entre la Siléſie & la Saxe. La Bohême pouvoit être attaquée de front; & dans le même temps, une armée combinée de Saxons & de Pruſſiens pouvoit pénétrer dans ce Royaume, & ſe porter, par une route libre & peu prolongée, ſur les derrières de la même armée Autrichienne, dont le Roi de Pruſſe auroit menacé le front de bataille. Ce plan fut exactement celui de la campagne de -78, quand le Prince Henri eſſaya de pénétrer au centre de la Bohême, dont l'Empereur défendoit la frontière. Ce même plan de guerre ne ſeroit pratiquable aujourd'hui qu'après la priſe de Thereſienſtad.

L'élévation de cette fortereſſe a déſuni les Cours de Berlin & de Dreſde, parce qu'elle les a réduites à l'impoſſibilité de s'aider utilement dans leurs plans d'attaque, & de ſe procurer,

dans un projet d'offenſive, des avantages mutuels. Et c'eſt de cette manière que le Conſeil de guerre de Vienne a paru combiner, avec autant de ſcience que d'utilité, ſes vues politiques & ſes prépatifs militaires. La conſtruction de Thereſienſtad a été, on n'en ſauroit douter, une des principales cauſes de déſunion entre les Cabinets de Dreſde & de Berlin, une de celles qui a le plus contribue à faire adopter l'idée du mariage, qui doit unir invariablement les intérêts de la Cour de Saxe, & ceux de la Cour de Vienne, & qui, privant le Roi de Pruſſe de l'allié le plus utile, lui a inſpiré le deſſein, à l'exemple de ſon Prédéceſſeur, de commencer la guerre qu'il prévoit qu'on pourroit lui déclarer.

Des arrondiſſemens de convenance dans les Etats morcelés de Weſtphalie & de la rive gauche du Rhin, de nouvelles poſſeſſions acquiſes aux dépens des Hollandais aux limites de la Gueldre pruſſienne, une alliance plus étroite avec la Maiſon d'Orange, lorſque le Stadhouder auroit affermi une autorité uſurpée, ou lorſqu'une Princeſſe du Sang de Pruſſe ſeroit en poſſeſſion d'une Royauté acquiſe au prix de la ſuppoſition d'une inſulte imaginaire; tous ces motifs ont pu dicter l'accord nouveau, qui ſemble ſe montrer preſque ſans voile & ſans déguiſement entre les trois grands Etats que nous déſignons.

Dans le nombre des avantages que l'Angleterre a pu ſe promettre de cet accord, ſe trouveroit d'abord, par un premier ſuccès qu'elle auroit pu croire facile, l'utilité de démembrer la Hollande, d'anéantir une grande partie de la force des ſept Provinces confédérées par l'union d'Utrecht, de rendre le commerce d'Amſterdam, c'eſt-à-dire, un des grands entrepôts du commerce de l'Univers, dépendant de celui de l'Angleterre, & de retrouver dans l'autorité du Statouder les ſecours d'une force alliée que la France n'avoit acquiſe qu'à prix d'argent, & par des négociations longues & incertaines, mais dont elle ſeroit privée en un inſtant, & peut-être ſans retour. Se venger de la France, regagner la Hollande, ſe ſoumettre ſon Gouvernement nouveau par l'empire des bienfaits dont le Stadhouder lui ſeroit redevable, & oppoſer à la France, dans le Prince d'Orange & ſes deſcendans à perpétuité, des ennemis que la vengeance auroit irrités : tel ſeroit le premier vœu de l'Angleterre.

Ses intérêts & ceux du Statouder, quoique très-différens, ſont de nature à ſe concilier ſans peine. Le Stadhouder veut augmenter ſon pouvoir, & l'Angleterre veut augmenter ſon commerce ; les plus riches Négocians de la République ſeroient découragés, peut-être fugitifs, & de nombreux capitaux, l'induſtrie qui en augmente le

prix les accompagneroient en Angleterre ; Londres auroit acquis tout ce qu'Amſterdam auroit perdu ; car les produits du commerce, comme les beſoins des échanges, ſe déplacent, & ne s'anéantiſſent jamais. L'eſpoir de la ſeule ceſſion, à leſquelle la Porte conſentiroit aiſément, d'un port dans l'Archipel, donneroit à l'Angleterre le commerce preſqu'excluſif de toutes les Echelles du Levant. Si la France permet l'accompliſſement de ce Plan politique, la Cour de Londres réunit tous ces profits certains à l'utilité de conſerver ſon dernier Traité de commerce avec la Cour de Verſailles ; ſi la France, au contraire, s'oppoſe à ſes vues, la convention de commerce ſeroit à la vérité rompue contre le vœu de la Nation Anglaiſe, mais cette Nation eſpéreroit que l'article le plus eſſentiel d'un Traité de paix qu'elle parviendroit à dicter, feroit diſparoître ce nouveau boulevard maritime qui s'élève à Cherbourg, pour rétablir l'égalité ſur la mer où elle veut dominer ſans partage.

La Hollande démembrée, & ſous un pouvoir plus abſolu, privée d'une partie conſidérable de ſon commerce, ſeroit bientôt dans l'impuiſſance de ſoutenir ſes poſſeſſions de l'Inde; peut-être, dirigée par la Cour de Londres, & des Capitaliſtes intéreſſés à cette fortune étrangère, n'auroit-elle pas la volonté plus que le pouvoir de les

défendre ; le Cap de Bonne-eſpérance deviendroit une poſſeſſion anglaiſe, ou, du moins, une poſſeſſion dépendante des Anglais ; l'Iſle de Ceylan ne ſeroit plus ſuffiſamment protégée, ou ſeroit cédée par un traité ; Trinquemale arboreroit le pavillon de l'Angleterre ; les Comptoirs de Chandernagor & de Pondicheri ſeroient aſſujétis ou conquis.

Les poſſeſſions hollandaiſes de l'Inde, partagées ou ſoumiſes, ou gênées par des conventions, aſſureroient à l'Angleterre tout le commerce de la partie la plus riche des Côtes de l'Aſie ; le commerce de l'Afrique, pour lequel les Anglais ont déja tant d'avantages, qu'il eſt ſi difficile de balancer, aſſujéti, comme l'on ſait, à celui de l'Inde, ne ſeroit preſque plus partagé par aucune Puiſſance maritine ; & celui de l'Amérique que l'Afrique ſeule ſoutient par le travail des Eſclaves qu'elle lui vend, ſe dirigeroit encore vers le même gouffre qui auroit tout englouti.

Voilà comment la chaîne des maux politiques ſe forme & s'entretient ; l'Adminiſtrateur médiocre peut la connoître ; mais il eſt réſervé aux hommes de génie, que la fortune des Nations élève aux premiers rangs du miniſtère : de déterminer le nœud qu'il convient de trancher, & de choiſir, ſans crainte, la place & le moment du coup qu'il faut porter. Heureuſement, les ~~deſſeins~~ projets

de l'Angleterre ſont apperçus ; elle ambitionne d'être la ſeule Puiſſance riche, & par conſéquent la ſeule Puiſſance dominante ; elle veut ſoudoyer les armées de l'Europe, ou les réduire à l'inaction.

On voit déja quels ſont les principaux deſſeins qui ont ſuggéré la nouvelle union de la Pruſſe & de l'Angleterre. Mais eſt-il bien certain que la Porte Ottomane, dont l'habitude, plus que la raiſon, gouverne la politique, ſépare ſes intérêts de ceux de la France, ſon ancienne & intime Alliée, & qu'oubliant que les Français l'ont ſi ſouvent défendue contre les traités qui l'auroient accablée, ou, comme devant Vienne, contre les armées qui auroient conquis les Provinces d'Europe ſoumiſes aux loix du Divan, elle ait pu changer rapidement ſon ſyſtême, & former des nœuds étroits avec l'Angleterre ? Il ne paroît pas difficile de déterminer l'eſpoir qui l'entraîne, ou l'erreur qui la ſéduit, ou la néceſſité qui la commande.

Quand, éclairé du flambeau de la raiſon, on entreprend de ſuivre la marche ſouvent tortueuſe de la politique Européenne, on a toujours quelques points de vue aſſurés, quelques renſeignemens fidèles ; mais lorſqu'on la retrouve dans le Divan, contrainte de s'y montrer après avoir parcouru les Cabinets de l'Europe, aucun indice certain ne ſert à la faire connoître ; l'ignorance &

les passions la déguisent ; une Sultane en faveur, un Eunuque imbécille, le Confident intéressé d'un Visir, disposent de l'Empire, & leur caprice influe pourtant sur les déterminations de tous les Etats.

On ignore quelle a été l'intrigue dominante qui a fait prévaloir les insinuations de l'Ambassadeur de Londres, & qui a déterminé le Visir actuel à conseiller la guerre au moment où les demandes de la Russie devenoient moins pressantes, où les vues de l'Empereur se fixoient sur des objets intérieurs, plus intéressans pour son cœur que dangereux pour son autorité, quand il avoit à concilier les droits de sa puissance, & le vœu de sa bonté. Mais on ne peut s'empêcher d'appercevoir dans les motifs du Divan, une résolution prudente, quoique déterminée, peut-être, par des considérations déraisonnables.

Le Visir actuel aura pu dire : « Un de mes » Prédécesseurs, timide & coupable, signa le » Traité de Kainardgi ; la Crimée, le Cuban ; » de nombreuses hordes de Tartares ont gémi » sous la loi des infidèles, & nous avons oublié » les sermens sacrés que l'Islamisme prescrit, qui » nous engagent à ne point souffrir les démem- » bremens de l'Empire. Au plus inviolable de tous » les devoirs, à la foi qui nous lie, joignons les » motifs de nos plus grands intérêts. Si l'Empire

» eſt démembré, la même foibleſſe qui aura été
» la cauſe de notre humiliation, agira de nou-
» veau. Rétablirons-nous, ſous un gouverne-
» ment puſillanime, avec des armées vaincues,
» & en préſence d'un peuple découragé par la
» honte de ſes Traités, la gloire du nom Otto-
» man que nous n'avons pas pu défendre, quand
» aucune détermination timide n'affoibliſſoit le
» courage & l'eſpoir de nos troupes, quand nous
» étions fiers encore de l'opinion de notre ſupé-
» riorité ? Reprenons cette opinion, & nos for-
» ces ſuffiront pour nous oppoſer au projet qu'on
» a conçu de nous anéantir. Les Empereurs avoient
» toujours été nos ennemis, le Traité de Belgrade
» élèva une barrière qu'il leur fut impoſſible de
» franchir ; les Czars avoient tous ſuivi le deſ-
» ſein de dominer ſur la mer noire ; Aſoff avoit
» changé pluſieurs fois de Maîtres, les Trai-
» tés de Carlowitz & de Paſſarowitz, nous maintin-
» rent dans nos anciennes limites. La privation
» du port de Cherſon nous ſeroit maintenant plus
» préjudiciable que l'abandon d'Aſoff auquel nous
» nous ſommes ſi long-temps oppoſés. Des Eſ-
» cadres raſſemblées dans ce port honteuſement
» cédé par nos Traités, déployeroient leurs voi-
» les, au moment le plus inattendu, ſous les murs
» même du Serrail, & la défenſe des Darda-
» nelles deviendroit inutile contre un ennemi qui

» n'auroit plus besoin de forcer les obstacles qui
» le séparoient autrefois de la mer noire. Mais
» je vous parle inutilement de l'abandon de cette
» mer, & du voisinage plus rapproché de vos an-
» ciens ennemis; c'est de votre existence même
» dont j'ai à vous entretenir. Il ne s'agit plus pour
» vous de disputer sur l'étendue de votre puissance;
» mais de savoir si vous serez anéantis. Les Russes
» sont maintenant plus forts que quand ils vous
» soumirent par le Traité de Kainardgi, à des
» conditions humiliantes; alors ils combattoient
» seuls contre vous; & aujourd'hui, des bords
» de la Save, jusques à la rive droite du Da-
» nube, les Impériaux, d'accord avec les Rus-
» ses, se préparent à envahir vos Provinces;
» s'ils peuvent forcer les seuls murs de Belgrade,
» ceux de Constantinople s'écrouleront au même
» instant, & un nouvel Empire Grec s'élevera
» encore une fois sur celui des Paleologues. Si le
» siège de votre domination tombe au pouvoir de
» vos ennemis, quel sera donc le lieu de sûreté
» où vous transporterez l'étendart de votre Pro-
» phète? Le conserverez-vous dans vos Etats
» de l'Asie, où les Persans & les Tartares indé-
» pendans vous presseront de toute part, où vo-
» tre humiliation vous aura mis dans l'impuissance
» de résister? Vingt champs de bataille aban-
» donnés vous seroient moins préjudiciables

» qu'un traité dicté par le découragement. Les
» Ruſſes vous auroient-ils vaincus? Vous leur
» oppoſeriez de nouvelles armées ; plus foibles
» après chacune de leurs victoires, ils combat-
» troient plus loin du centre de leur Empire,
» ils ne combattroient plus que ſur des terreins
» dévaſtés, ils ne recruteroient plus leurs ar-
» mées, & vos défaites les auroient affoiblis.
» Vous avez déja cédé la Crimée & les déſerts
» de la Tauride, l'Egypte eſt révoltée & tou-
» jours armée, vous ne combattez plus, pour
» ainſi dire, que ſous les murs de Conſtantino-
» ple ; ſachez du moins les défendre, &, s'il
» le faut, vous enſevelir avec honneur. Mais ce
» n'eſt pas de la guerre ſeulement que vous de-
» vez attendre la réparation des outrages dont
» vous avez à vous plaindre. Négociez dans
» les Cours de l'Europe où votre orgueil vous
» a long-temps fait refuſer des Alliés, que la
» prudence vous auroit acquis. L'alliance de la
» France vous fut ſouvent utile ; ſans la pré-
» voyance de ſes ſecours, votre ruine auroit été
» conſommée, quand les Czars, les Empereurs
» & les Polonois vous attaquoient tour-à-tour ;
» mais ce n'eſt pas de votre exiſtance entière
» dont vous devez acquitter maintenant les bien-
» faits qu'elle ne vous a accordés autrefois que
» pour ſon propre intérêt, & parce qu'elle étoit

» l'ennemie de la Maiſon d'Autriche. Reſterez-
» vous fidèles à vos engagemens quand elle s'ex-
» poſe à détruire les ſiens, en s'alliant à vos en-
» nemis naturels ? Dans le nouveau ſyſtème qui
» s'établit, la puiſſance navale de l'Angleterre, les
» armées que Fréderic inſtruiſit pour n'être ja-
» mais vaincues, & vos valeureuſes determina-
» tions ſeront votre ſeule défenſe, & vous garan-
» tiront vos ſuccès ».

C'eſt par de ſemblables diſcours que le Viſir actuel, faiſant prévaloir ſon avis dans le Divan, aura voulu conſolider la triple alliance dont l'exiſtance, ſi elle eſt auſſi vraie qu'elle paroît vraiſemblable, détruiroit l'équilibre que des traités long-temps médités avoient établi. Cet ancien équilibre ſeroit chancelant, ſi l'Empereur & la Ruſſie ſe montroient ſeuls pour le maintenir, ſi la France indifférente ſur les deſtinées de l'Empereur, & négligée, peut-être à ſon tour, par cet Allié, ce frère & cet ami, reſtoit ſeule expoſée aux coups de la rivalité de l'Angleterre, & que cette puiſſance diſpoſant des richeſſes d'un commerce preſque univerſel, du droit d'alimenter les beſoins de tous les peuples, & de la balance de leurs échanges, aggrandiſſant ſes poſſeſſions de l'Inde parvenoit à gouverner, ſoudoyer, & faire agir à ſa volonté tous les Etats que la fortune mettroit dans ſa dépendance.

Une confédération défensive devient indispensable toutes-les-fois qu'une confédération offensive se forme ; & la mesure de la première se détermine par le calcul des avantages vraisemblables que la seconde a lieu d'espérer. L'opposition & le choc de ces deux pouvoirs produit la guerre. Quand les mesures ont été bien concertées, les deux forces en opposition se heurtent sans se renverser, elles multiplient leurs chocs, se lassent de leur impuissance; elles desirent alors, sans qu'elles osent en convenir, l'intervention d'un Pacificateur pour leur sauver le désagrément d'avouer le desir qui les invite réciproquement à la paix : un traité de conciliation survient ; on le compose avec art, & de manière qu'en parlant d'union, il prépare des prétextes à une rupture ; la foi est jurée avec l'intention mutuelle de profiter du premier évènement qui paroîtra sauver des dangers du parjure. Tels sont, dans ce siècle de philosophie, & au milieu de cette Europe si savante, les alliances hostiles qui se forment, & les confédérations qui résistent, & les guerres du continent qui ne déplacent point de limites, & les guerres de mer qui ne décident que de quelques échanges de Colonies, & de la perte de quelques comptoirs : guerres sanglantes, mais promptement terminées par des traités affectueux qui ne sont que le mensonge

du dépit qui se déguise, & ne produisent que des trèves passagères.

Ce tableau, dont le souvenir des deux derniers siècles affirme la ressemblance, seroit celui des hostilités qui se commettent sur le territoire de la Hollande, de l'infraction des traités dont on venoit, depuis un si petit nombre d'années, de jurer l'observation, de la guerre qui suivroit, & que quelques Etats desirent, de la prompte impuissance où ils seroient de la continuer, & de la paix qui naîtroit de leur épuisement. Tels seroient les fruits amers & inutiles de la triple alliance qu'on voudroit former, & de la triple résistance qui lui seroit opposée.

Je suis, &c.

LETTRE SECONDE.

Le premier Octobre 1787.

DES motifs raisonnables démontrent l'intérêt qui vraisemblablement unira bientôt d'un lien indissoluble la France, l'Empereur & la Russie. Nous analyserons, avec quelque précision, dans cette seconde Lettre, les avantages particuliers, &, en quelque sorte, individuels, qui serviront de moteurs à chacun de ces Etats. Cet examen sera précédé de quelques réflexions concernant les premiers actes extérieurs dont la confédération hostile qui se prépare, vient de se permettre l'usage.

La crainte qu'avoit le Roi de Prusse de se voir disputer les conquêtes de son Prédécesseur, la certitude que le Divan avoit des projets prémédités pour la destruction de l'Empire Ottoman, le desir que l'Angleterre ne perdra jamais de rendre son commerce plus dominant, ont produit un accord d'intentions dans le double objet de maîtriser les évènemens, ou de déclarer la guerre.

Les anciens Bataves s'étoient soustraits au

pouvoir arbitraire dont Philippe II avoit fait uſage pour les gouverner; ils furent particulièrement redevables à la maiſon d'Orange de leur liberté républicaine. Mais abuſant cruellement de leurs propres bienfaits ou les prodiguant avec généroſité, pluſieurs Princes de cette maiſon, ennemis de la République pendant la paix, ſes défenſeurs pendant la guerre, avoient, tour-à-tour, ſervi & opprimé la patrie : ils furent plus ou moins puiſſans & dangereux, ſelon les temps, leur courage, leur adreſſe & les tentatives des ennemis du dehors; le Stadhouderat leur avoit été accordé, ravi, rendu, limité ou étendu. Mais ces Princes n'avoient jamais été, quoiqu'avec des prétentions ſouvent différentes, que les premiers Sujets de la République. La dernière détermination des ſept Provinces, en rendant les dignités des Stadhouders héréditaires, avoit briſé le ſeul frein de prudence que la liberté pouvoit réclamer. Cette liberté eut ſes partiſans; le Stadhoudérat eut les ſiens. Les deux partis franchirent également les limites qui leur étoient preſcrites par la conſtitution; & ſe croiſant en tous ſens, les Sujets de chaque province, de chaque ville, de chaque famille, recelèrent dans leur ſein les principes fatals d'une guerre civile, dont le flegme hollandais pouvoit ſeul différer l'embraſement.

Dans cette ſituation, qui partageoit la République en deux factions oppoſées, celle du Stadhouder favoriſa les prétentions de l'Angleterre; & les partiſans de la liberté, en s'honorant du beau nom de Patriotes, ſe montrerent les amis de la France. Il étoit, ſans doute, naturel que la France profitât de cette diſpoſition d'une partie de la République, pour ſouſtraire l'autre partie à l'empire de ſa rivale, pour faire perdre à l'Angleterre une Alliée qui lui étoit trop ſubordonnée par d'anciens traités, & pour augmenter ſa propre force maritime de toute la portion de cette même force dont l'Angleterre ſeroit privée. Nul autre ſyſtême que celui d'une modération qui demandoit à pacifier le continent, & à rétablir l'égalité ſur les mers, ne pouvoit inviter la France à s'allier avec les Provinces-Unies; elle ne pouvoit point en eſpérer de ſecours effectifs, parce que les deux factions oppoſées détruiſoient, l'une par l'autre, les projets qu'elles formoient.

Quelle confiance auroit-on pu avoir dans l'alliance de la moitié d'une nation, dont l'autre moitié démentoit les opinions, qui, ſelon la prépondérance variable des partis qui la diviſoient, pouvoit faire éprouver les effets de la haine au moment où l'on avoit compté, avec le plus d'aſſurance, ſur les bienfaits de ſon amitié? Comment la France auroit-elle pu abandonner

ſes intérêts à l'incertitude d'une union contractée avec des Régens, des Magiſtrats annuellement élus, des Sujets ſubordonnés par le rang & la naiſſance, & Souverains par haſard, contre le vœu d'un premier Sujet d'un ſang illuſtre, qui donna un Empereur à l'Allemagne, d'un Prince allié à pluſieurs Souverains, Général de l'armée, Amiral des flottes, & dont les dignités ſont héréditaires ?

Ce ne fut cependant que ſur cette baſe mouvante qu'on éleva, avec trop de ſécurité, l'édifice d'une union, dont l'avantage, le ſeul aſſuré, étoit de réduire à l'inaction, pendant la dernière guerre maritime, un peuple auparavant allié de l'ennemi de la France, & de détourner, pendant la paix, & loin des Ports de l'Angleterre, les différentes branches du Commerce hollandais. Les faits ont confirmé ce principe. Lorſque la République dût joindre ſes vaiſſeaux du Texel à ceux de Breſt, ſes conventions ne furent point remplies, & elle ne punit point les auteurs coupables de ſon inaction, dans le même tems que les Français protégeoient Démérarié, Eſſequibo, Surinam & Saint-Euſtache, & qu'ils défendoient avec autant de fidélité que de courage, ſes poſſeſſions de l'Inde.

Les Hollandais modernes n'ont ſans doute pas dégénéré de la valeur de leurs Ancêtres ; mais

ceux qui fondèrent la République, étoient courageux & pauvres ; & leurs descendans, attachés à la fortune de l'Angleterre, par la crainte de perdre leurs fonds compromis dans les Banques de Londres, ne pouvoient s'empêcher d'allier l'audace qui naît de l'indépendance républicaine, à la timidité du Commerçant, dont la valeur, comme la fortune, est enchaînée au timon de son navire.

La France n'a point obtenu de secours de la République, & lui a accordé des bienfaits. L'Empereur avoit déféré à sa médiation, & les terres hollandaises avoient été préservées de la guerre. Le ressentiment de l'Angleterre n'auroit point épargné les possessions dépendantes de Batavia, & la France les couvrit de son Egide. La France ne s'est donc opposée qu'à l'excessive prépondérance des Anglais ; elle n'a voulu défendre que l'équilibre maritime, & celui du continent : c'est du vœu des nations & de l'humanité, dont elle a été l'interprète & le soutien désintéressé.

A peine la paix venoit d'être donnée à tous les Peuples ; à peine les chaînes qui avoient fermé au Commerce les Ports de l'Angleterre & de la France, avoient été brisées par des conventions beaucoup plus favorables au premier de ces deux Etats qu'au second, au Commerçant

qui poſſède, qu'à celui qui veut acquérir ; au Commerçant déja riche, qu'à celui qui cherche à s'enrichir, que la faction Stadhoudérienne ou Anglaiſe (les liens ſecrets ſont dévoilés), multiplia ſes plaintes & ſes prétentions. La faction oppoſée, craignant de ſe voir opprimée, fit ſuccéder bientôt l'aigreur de la réſiſtance, à la circonſpection de ſes premières démarches. On prévit une guerre civile, & la France négocia pour l'éviter : mais on avoit trop d'intérêt de rendre ſes négociations infructueuſes. Le Stadhouder vouloit dominer, l'Angleterre croyoit nuire à la France, & le Cabinet de Berlin, oubliant les réſolutions dont Frédéric avoit démontré l'utilité, n'héſita point de compromettre la paix de l'Europe, pour favoriſer des reſſentimens particuliers, & maintenir les prétentions d'un nom qu'on reſpectoit, d'un nom illuſtre par ſon ancienneté, plus illuſtre par la gloire perſonnelle de ceux qui l'ont porté, & dont la dignité ne pouvoit pas être bleſſée par la néceſſité de ſe conformer à des procédés dépendans d'une politique générale.

Aucun fait ne pouvoit encore être cité, & le prétexte manquoit à la volonté qui le cherchoit. Un prétexte frivole s'annonce bientôt ſous des couleurs que l'on croit ſéduiſantes. La Haye étoit un centre de diſſentions. Imaginera-t-on d'en-

voyer le Stadhouder pour renforcer, par ſa préſence, ſon parti, qui n'y dominoit point encore? Le refus que la Province ſouveraine auroit fait, n'auroit été que le témoignage d'un ſoupçon prudent, ou plutôt, que l'uſage le plus naturel du droit dont aucune Souveraineté ne peut être privée, & moins encore, lorſque ſa ſûreté lui en impoſe la loi. C'eſt la ſœur même du Roi de Pruſſe, dont la naiſſance, le ſexe, l'eſprit & les vertus auroient obtenus, dans toute autre occaſion, les reſpects & l'empreſſement qu'on auroit été jaloux de lui prodiguer; c'eſt l'épouſe d'un Prince dont on appréhende les complots, qui eſt, dit-on, chargée d'un meſſage de paix. Le refus de la laiſſer parvenir à ſa deſtination eſt déſigné ſous le nom d'inſulte & d'*attentat;* & c'eſt en vain qu'on produit ſes lettres, pour atteſter les égards qu'on a eus pour ſa perſonne.

L'attentat eſt commis, puiſque la vengeance étoit preparée. Des colonnes de troupes ſont miſes en mouvement; un peuple entier doit être la victime d'un faux point d'honneur; le premier ſujet d'une nation indépendante lui demande à main armée la jouiſſance des titres qu'elle lui avoit accordés pour la défendre, & qui ne ſont autres que les titres même de l'obéiſſance qu'il avoit juré d'obſerver. Il voue ſes maîtres aux fers de l'étranger; & de ſimples déclarations dans les

Cours de l'Europe de la volonté du Roi qui le protége, ſuffiſent pour le déterminer.

Polybe raconte, dans ſon livre de la guerre des Dalmates, que les Romains avoient la coutume, lorſqu'ils vouloient entreprendre une guerre injuſte, d'envoyer des Ambaſſadeurs qui parloient en maîtres aux Rois qu'ils vouloient humilier, afin de pouvoir nommer inſulte l'aigreur des refus qu'ils éprouvoient, & donner à la République l'occaſion de ſe venger. Ces Ambaſſadeurs provoquoient l'inſulte, mais, du moins, ils la recevoient; ils parloient au nom de la ſouveraineté, & la repréſentoient; l'inſulte prétendue étoit commiſe entre deux Souverains. Dans le fait, dont l'intérêt eſt préſent, il n'exiſtoit aucune égalité entre l'offenſeur & l'offenſé; l'acte de ſouveraineté que la Hollande avoit exercé, auroit pu être injuſte & odieux, mais on n'auroit pu le nommer qu'un abus du pouvoir du ſouverain envers ſon ſujet; & la ſimple dénégation de l'inſulte, eût été la ſatisfaction la plus éclatante qu'on auroit pu exiger.

L'Empereur avoit demandé, il y a quelques années, la libre navigation de l'Eſcaut; des Conférences s'étoient tenues entre ſes Négociateurs & ceux de la République; un de ſes bâtimens voulut s'ouvrir l'entrée de la riviere; c'étoit préjuger la queſtion qu'on examinoit; les Hollandais

s'oppoſèrent

s'oppoſerent au paſſage de ce navire ; quelques boulets qui ne tuerent perſonne, atteſterent les droits de la ſouveraineté. L'Empereur ſe plaignit d'une inſulte ; mais ce frêle bâtiment, ce bateau qu'on avoit méconnu, portoit le pavillon Impérial, & c'étoit enfin, un Souverain qui demandoit, juſtement ou ſans motifs, à ſon égal en indépendance, la réparation d'une inſulte ſuppoſée ou véritable. Aucun exemple ne peut juſtifier les déterminations du Cabinet de Berlin ; & les couleurs empruntées, dont le prétexte qu'on a imaginé a été revêtu, paroiſſent dénoncer aux nations le deſſein d'une guerre générale.

S'il eſt vraiſemblable que l'aſſociation hoſtile s'eſt ſecretement formée, il ne s'agit plus de délibérer s'il convient de s'oppoſer à ſes projets, il faut ſavoir ſeulement quelles ſeront les armées dont on ſe ſervira, quels ſeront les motifs pour retarder ou hâter une rupture ouverte ; quelle ſera la meſure de la réſiſtance qu'il eſt à propos de concerter, quels ſont les dangers qu'on doit éviter, ou, plutôt, les eſpérances qu'on doit concevoir.

Parlons d'abord de la Ruſſie, puiſqu'elle vient de répondre, tout récemment, au premier ſignal de la guerre. L'Europe redoute depuis long-tems ſes deſſeins. Il ſeroit inutile de céler que cette Puiſſance eſt ambitieuſe, & que ſon projet appa-

rent, soutenu, vaste dans son ensemble, peut-être facile dans quelques parties de son exécution, est de transférer le centre de son Empire dans les murs de Constantinople, d'y renouveller le siege de cet ancien Empire d'Orient, dont le fanatisme & la superstition avoient préparé la conquête aux armes des Ottomans.

Les Russes possédent à un degré éminent un assez grand nombre des premieres qualités qu'un Peuple peut avoir pour la guerre ; la patience dans les travaux pénibles, la frugalité qui prévient les besoins, l'obéissance, dont le zele inanimé, mais continuel, exécute sans lassitude, & se soumet sans réfléchir. Si, à ces qualités distinctives les Russes joignoient un caractere national, un honneur individuel, par lequel l'ancien patriotisme a été remplacé, s'ils avoient quelque portion de cette confiance audacieuse, de cette impétuosité de courage qu'on peut nommer *le feu Français*, ils seroient le peuple de la terre le plus redoutable ; car ce peuple exercera quand il le voudra, le pouvoir d'être aggresseur ; il y sera invité par le climat de l'orient, qui inspire tous les desirs des jouissances voluptueuses, & jamais on n'entreprendra de lui disputer les montagnes de glace qui ferment les derrieres de son Empire. Si plusieurs regnes semblables à celui de Catherine pouvoient se succéder sans interruption,

ce peuple, que Pierre le Grand fit naître, pour ainſi dire, de ſon génie, conquérant dans l'Orient, le ſeroit un jour dans le midi de l'Europe

Catherine, enchaînée d'abord ſur les marches du trône qu'elle devoit occuper, & feignant d'être ſoumiſe aux loix, aux caprices jaloux d'une rivale qui vouloit régner à ſa place, eut tout le courage de la patience; les premieres actions de ſon regne furent annoncées par un manifeſte ſublime; quand elle traça ſes champs de bataille, quand elle dicta des inſtructions à des Ambaſſadeurs, ou ſes loix d'une adminiſtration intérieure, toujours elle éleva ſa nation à la hauteur de ſon caractere; elle montra dans les déſerts de la Tauride, étonnés de ſa préſence, toute la pompe d'une Cour brillante & guerriere; & l'on ne ſait point encore ſi l'on devra ſe contenter de l'admirer, où ſi l'on ſera réduit à la néceſſité de la craindre. Mais la grandeur de ſon peuple eſt en elle-même, elle emportera dans le tombeau ce génie d'invention & de conſtance, qui inſpire & ſoutient le deſſein des grandes entrepriſes. La Ruſſie, par la nature de ſes poſſeſſions, les privations que ſon ſol néceſſite, les diſproportions mêmes des parties qui compoſent ſa puiſſance, & ſur-tout par le pouvoir qu'elle a d'attaquer & de n'être point attaquée, eſt deſtinée à la guerre, & rien ne peut l'empêcher de remplir ſa vocation.

Quand la premiere idée d'une union d'intérêt entre la France & la Ruſſie, d'une alliance même indirecte s'eſt offerte, on a ſans doute été ſurpris que des combinaiſons politiques, que ſuggere cependant le devoir d'une légitime défenſe, aient pu lier ſincérement une Puiſſance qui n'a que la prétention de maintenir l'équilibre à celle qui ne tend qu'à le renverſer ; on eſt étonné de prévoir qu'un jour, peut-être, les drapeaux Ruſſes ſeront unis à ceux de la France! Mais un examen plus réfléchi permet d'appercevoir, que tout accord exigé pour le ſoutien de la balance générale n'eſt point ſurprenant ; que l'intérêt univerſel ſe ſubordonne les intérêts iſolés, & que la modération de la France répandroit ſes bienfaits pacifiques ſur une confédération défenſive, dont un tiers des forces modéreroit ſans ceſſe l'uſage des deux autres portions de la force totale.

On concevra ſans peine, que la France ne pourroit point reſter timidement oiſive au milieu des armées dont elle ſeroit environnée ; qu'elle a l'eſtime des nations à conſerver, parce que cette eſtime eſt pour tous les Etats leur force même, & que leurs traités & leurs armées ne ſont que des moyens de la mériter : on avouera que ſes liens de politique & de fraternité lui impoſent également des devoirs qui lui ſont chers, & qu'elle n'enfreindra jamais ; qu'elle ſera conſultée ſur le

choix des opérations qui exigeront un concert unanime ; que ſes ſecours, toujours accordés pour une défenſe convenable, ſe refuſeroient à des projets déſordonnés, dont les ſuites tendroient à renverſer cet équilibre général qu'elle ne perdra jamais de vue ; & qu'enfin les acquiſitions que la Ruſſie ſe procureroit, ne peuvent être dangereuſes que dans la ſeule ſuppoſition qu'elles ſeroient exceſſives. La France veillera à ce qu'elles ſoient balancées par les agrandiſſemens qui ſeroient accordés à l'Empereur, par le maintien de la conſtitution intérieure de l'Allemagne, & par des échanges ou des ceſſions à ſon profit, convenus avec ſes deux Alliés, & qui ne ſeroient que de juſtes dédommagemens de ſes dépenſes à l'occaſion d'une guerre qu'elle n'auroit pu éviter.

Que l'on conſidere maintenant quelle eſt la foibleſſe effective de l'Empire Ottoman, quels ſont les preſtiges de l'orgueil du Divan, l'indiſcipline de ſes armées, l'ignorance préſomptueuſe de ſes Généraux. Si l'on parcourt en imagination les rues de ces Camps informes, embarraſſées de femmes & de pourvoyeurs, & empoiſonnées, comme de vaſtes hôpitaux où l'on auroit entaſſé des vivans & des morts, où le ſouffle d'un air corrompu néceſſite des déplacemens fréquens, de prompts changemens de poſition, dans le tems

même que des considérations militaires ordonneroient des camps sédentaires, on ne doutera plus des avantages des armées Russes ; elles seront en état de contenir & de vaincre aux confins de la Pologne, sous les murs d'Oczakoff & à la rive gauche du Danube, toutes les armées Turques qui leur seront opposées. Et si l'on vouloit douter de cette vérité, on se ressouviendra du moins, que ces mêmes armées, lorsqu'on les a vues victorieuses, n'ont jamais su profiter des faveurs du sort, tandis que leurs défaites ont toujours été suivies de terreurs paniques, & de déroutes long-tems irréparables. Tout sert donc à annoncer dans cette premiere portion des plans d'une défense générale, les succès de la Russie & la chûte de la puissance Européenne des Ottomans.

Jettons ~~maintenant~~ un coup-d'œil également assuré sur ce qu'on peut nommer la seconde partie d'un plan général. L'Empereur, dans la distribution préparatoire de ses forces, a maintenant soixante mille hommes dans la Croatie & l'Esclavonie, vingt-six mille en Hongrie, douze mille en Transilvanie, & quinze mille en Pologne. Ces troupes, composant une totalité de cent treize mille hommes, sont indépendantes de son armée des Pays-Bas, & de celles qu'il opposeroit au Roi de Prusse aux confins de la Bohême & de la Moravie. Les armées qu'il peut rassembler,

dans un petit nombre de marches, ſur les limites les plus rapprochées des frontières Pruſſiennes, ſeroient de plus de cent mille hommes ; & lorſqu'elles y ſeroient ſeulement égales par le nombre aux armées du Roi de Pruſſe, elles obtiendroient, à la faveur des retranchemens & des poſitions préparées qui défendent les paſſages de l'Elbe & de la Moore, les mêmes avantages qui firent leur ſûreté en —78, contre tous les calculs de l'expérience, & les manœuvres habiles du feu Roi de Pruſſe & du Prince Henri.

Ne diſſimulons point qu'aucun préalable aſſuré n'annonce une rupture prochaine entre les Cabinets de Vienne & de Berlin. Mais a-t-on beſoin d'indices préparatoires, de prétextes étrangers, quand la nature même des intérêts les plus évidens, dicte les réſolutions indiſpenſables ? Quels ſeroient les fondemens d'une union ou d'une neutralité qui en auroit tous les effets, entre l'Empereur & le Roi de Pruſſe ? Le premier de ces deux Souverains pourroit-il la deſirer ? le ſecond oſeroit-il la croire ?

Ce ne fut point en démembrant les Etats héréditaires de la Maiſon d'Autriche, que celle de Brandebourg cimenta cette union, & la Siléſie ne fut point reſtituée en —78 par la paix de Teſchen. Les anciens regrets d'une ceſſion for-

cée, ne peuvent s'anéantir que par des reſtitutions ou des conquêtes ; qu'en rétabliſſant, par une nouvelle guerre, les anciennes limites qui ont été renverſées par la guerre de —56. Jamais aucun moment ne ſeroit auſſi favorable au Chef de l'Empire, que le moment préſent, quand les armées Ruſſes & quarante mille Autrichiens que les Traités leur donnent pour auxiliaires, ſont ſupérieurs aux armées Ottomanes ; quand les forces preſqu'entières de l'Empereur & les ſecours de la France, ſeroient également aſſurés de vaincre les obſtacles que le Roi de Pruſſe oppoſeroit à la repriſe de la Siléſie.

Dès que deux Puiſſances s'allient étroitement, tous les rapports avantageux ou contraires, leur deviennent communs. L'Angleterre, en s'uniſſant à la Porte Ottomane, ſe déclare hautement l'ennemie des Cours de Péterſbourg & de Vienne, & les Alliés, tels que le Roi de Pruſſe, qui la ſervent, deviennent également ſuſpects, également dangereux. Si l'on croyoit appercevoir entre les armées Autrichiennes & Pruſſiennes, quelque ſorte d'égalité, qui n'exiſte point, quel inſtant ſeroit plus utile pour la faire diſparoître, que celui où la France, agiſſant pour ſa propre défenſe, donneroit à l'Allié qu'elle voudroit favoriſer, tout l'appui qu'elle ſe devroit à elle-même ? Ainſi, la ſituation politique générale,

rale, de grands intérêts personnels, & les droits des alliances & de la fraternité, rassemblent tous les motifs de la plus parfaite union entre les Cours de Vienne & de Versailles.

Nous avons déja dit que le Roi de Prusse n'auroit pas de confiance dans une neutralité qui lui paroîtroit simulée & démentie par les notions les plus simples de l'intérêt personnel ; il ne pourroit la considérer que comme une attente concertée, comme le dessein d'une attaque imprévue, qu'on auroit différée jusqu'au tems où toutes ses forces employées à la fois sur des directions prescrites, seroient dans l'impuissance de résister aux nouveaux efforts d'une invasion secretement préméditée.

Nous serions tentés de comparer ici la force morale des armées de l'Empereur & du Roi de Prusse, dans leur état actuel, & d'analyser les principes de leurs diverses institutions ; nous verrions Frédéric communiquant à ses troupes une célérité de mouvemens inconnue dans toutes les armées où son art & sa tactique n'avoient pas formé des soldats. Des déplacemens rapides & imprévus, lui évitoient la nécessité de défendre les postes désavantageux, & lui assuroient toujours les moyens d'occuper le premier les positions faciles à défendre, ou de se porter

inopinément ſur les points les plus foibles de la défenſive qu'on lui oppoſoit ; il avoit mis, ſelon l'expreſſion du Maréchal de Saxe, *le ſecret de la victoire dans les jambes de ſes ſoldats.* Les troupes de l'Empereur ne reçurent point cette extrême célérité ; mais ſouvent réduites à la défenſive pendant la guerre de —*56*, elles acquirent une ſolidité qu'elles ont conſervée. De forts bataillons, plus fermes que maneuvriers, s'entourent de redoutes, de feux croiſés d'une nombreuſe artillerie, & de la vigilance continuelle d'un grand nombre de corps de troupes légères : diviſés, en quelque ſorte, en deux armées, celle du dehors veille au repos & à la ſureté de celle qui garde les limites des provinces. Les Pruſſiens peuvent renouveller de plus fréquentes attaques, & s'affoibliſſent en les multipliant ; les Autrichiens ſont preſque aſſurés de les repouſſer ſans s'affoiblir, & de diſpoſer des occaſions qui paroiſſent les inviter à regagner l'offenſive. Nous bornons ces réflexions ; elles recevront plus de développement dans la ſuite de notre correſpondance.

Si l'Empereur, ſans dégarnir le terrein de ſa défenſe, ſagement ordonnée contre une grande partie des forces Pruſſiennes, occupoit une ſeconde fois, comme en —*78*, les camps retran-

chés que Frédéric n'osa point attaquer, dans le même tems il donneroit une impulsion vive aux cent treize mille hommes dont nous venons de parler, & qui n'auroient eu au-devant d'eux que des Turcs à poursuivre, il parviendroit, presque sans difficultés, jusques sous les murs de Belgrade; il forceroit cette barrière, qui défend seule tout le cours inférieur du Danube, & Constantinople même; & par cette prompte expédition, dont le siège d'Ocsakoff & les attaques combinées de plus de deux cents mille Russes sur des terreins éloignés, lui auroient préparé les succès, il disposeroit pour un nouvel usage, de ses troupes déja victorieuses; il les rapprocheroit d'Olmutz; il étendroit la gauche de ses Camps volans jusqu'à Prague, & substitueroit, avec la totalité de ses forces, de nouvelles attaques à sa première défense partielle des limites de la Bohême & de la Moravie.

Supérieur par le nombre de ses troupes, & l'effroi qu'elles auroient déja inspiré, fort de sa renommée & de l'opinion qui l'accompagne & vole avec elle à l'avant-garde des armées, que des succès ont rendues confiantes l'Empereur pénétreroit en Silésie; & il ne paroît pas qu'il fût possible de lui opposer une résistance heureuse, selon le premier plan de l'emploi d'une

force entière, dont la moitié auroit combattu un ennemi foible, tandis que l'autre moitié auroit obſervé, avec ſûreté, un ennemi plus fort, juſqu'au moment où elles auroient uni enſemble leur effort commun.

Peut-être, ſelon un autre ſuppoſition, l'Empereur préféreroit de renforcer ſes armées de l'Elbe & de la Moore, aux dépens de celles qu'il auroit deſtinées contre les Turcs. Son invaſion en Siléſie ſeroit plus bruſque & moins prévue ; il auroit gagné de vîteſſe ſon ennemi le plus adroit, dans le même tems qu'il n'auroit employé que de ſimples démonſtrations d'audace contre un autre ennemi que l'on trompe aiſément. Le choix de ces deux projets, inverſes l'un de l'autre, dépendroit des diverſes combinaiſons d'attaque & de défenſe que les ennemis auroient paru adopter. Mais ſans d'importantes conſidérations contraires, le premier projet devroit être préféré, parce qu'une des maximes de la guerre, preſcrit d'annoncer les plans offenſifs par la hardieſſe de quelqu'entrepriſe qui en impoſe, & de préparer les facilités d'une ſeconde victoire par des récits exagérés des premiers ſuccès.

Pour l'exécution de chacun de ces deux plans, l'Empereur a plus de troupes que le Roi de

Pruſſe n'en peut aſſembler contre lui ; ſes troupes ſont plus nationales & plus ſolides. La préciſion & la vîteſſe qui donnèrent de ſi grands avantages à Frédéric, dépendoient ſur-tout de l'art du commandement & de la ſcience du coup-d'œil que ce Roi guerrier poſſéda avec une ſublime intelligence ; une partie de cette ſcience du commandement, qui opéra des prodiges, n'exiſte plus ; le ſecret de cet art Pruſſien, a pu s'écrire, ſe divulger, & s'emploie difficilement : l'autre partie de cette ſcience, que Frédéric perfectionna, ſe renferme oiſive dans la Cour du Prince Henri, ſous la garde de la jalouſie de nouveaux Courtiſans ambitieux. Les troupes du feu Roi de Pruſſe étoient preſque invincibles, parce qu'on croyoit qu'elles l'étoient ; on ne ſavoit comment les vaincre, parce qu'elles ne montroient, le plus ſouvent, que des fronts de bataille mobiles & indéterminés, ou que leurs développemens ſembloient les multiplier. Mais leur compoſition fut toujours vicieuſe. Elles n'avoient point de patrie ; elles n'étoient recrutées que par des déſerteurs de toutes les nations. On ſe reſſouvient qu'en —78, un bataillon franc déſerta tout entier devant les retranchemens des Autrichiens des bords de l'Elbe ; qu'une moitié de l'armée de Pruſſe ſurveilloit

l'autre moitié, & qu'elle auroit été plusieurs fois vaincue dans sa totalité, sans le prestige continuel de ses changemens de position.

Voilà sans doute de trop fortes raisons pour qu'on se permît de douter des succès que la science & la fortune destineroient aux armées que l'Empereur conduiroit lui-même aux champs de la victoire.

Je suis, &c.

LETTRE TROISIEME.

Du 20 Octobre 1787.

ON objectera sans doute, au moment actuel, où des craintes sans motifs peuvent suggérer ces prévoyances outrées, qui appellent les dangers qu'elles veulent prévenir ; on objectera, osons-le dire, puisqu'on ose bien le penser, que les successeurs de l'Empereur, par un accroissement de puissance, deviendroient un jour dangereux pour la France, & que le système de modération que cette Monarchie a adopté, ne lui permet pas de contribuer à l'agrandissement de la Maison d'Autriche.

Cette modération de la France détruit-elle & ses traités, & ses alliances, & les liens politiques qui l'unissent à quelques Etats pour modérer, par un effort commun, l'excessive ambition des autres ? Par sa modération, se trouve-t-elle isolée & indifférente dans le jeu sérieux de tous les ressorts qui s'agitent autour d'elle ? On parle toujours de modération ; mais ce mot sert quelfois d'excuse à la foiblesse, quelquefois de masque

à l'injustice. La modération n'est une vertu, que quand, inaccessible aux passions, sans crainte comme sans préjugés, toujours juste, elle a son sentiment inaltérable, & la force de le maintenir. La continuelle inaction de la France la priveroit, tôt ou tard, d'une partie de la considération qui lui est dûe; & l'abandon supposé de l'estime qu'elle se doit, produiroit bientôt sa foiblesse réelle. La modération, qui convient à toutes les Puissances, & à la France sur-tout, leur impose la nécessité de se conserver dans des situations proportionnées à leurs moyens, de se tenir toujours prêtes à agir, & de n'agir jamais qu'avec sagesse.

C'est de ces réflexions générales & toujours vraies, d'où ressortent les principes sur lesquels s'appuieroient les déterminations de la France, pour composer le nouvel équilibre, qui remplaceroit celui dont l'Angleterre & le Roi de Prusse paroissent vouloir ébranler les fondemens.

Supposons un instant que la France se détermînât à rester oisive au milieu des événemens qui se préparent; elle se rendroit presqu'étrangère aux succès que l'Empereur a lieu de se promettre de sa force réelle & de sa considération fondée. Par sa convention de — 56 avec la Maison d'Autriche, la France a mis une barrière

rière de ſûreté & de vaſtes provinces entre les ſiennes & les Etats entreprenans du Nord, & elle a contracté une alliance indirecte avec les Princes du corps Germanique alliés de leurs chefs ; cette même convention a pacifié l'Italie l'ancien tombeau des Français, où, victorieux par les armes & vaincus par le climat, leurs armées s'étoient ſi ſouvent montrées ſans objet & ſans utilité. Enfin, le pacte de famille lui a répondu des intentions des Etats du Midi.

Mais les avantages doivent être réciproques ; & ſi la Maiſon d'Autriche leur épargne, ſur les bords du Rhin, le beſoin d'y aſſembler & d'y ſoudoyer des armées, & lui laiſſe l'emploi de ſa force entière pour la déployer ſur les mers, n'eſt-il pas naturel auſſi qu'elle puiſſe obtenir, à ſon tour, l'appui qu'elle croiroit convenable à ſa ſûreté ? Si l'on croyoit cependant que la France dût ſauver ſa juſtice en haſardant ſa conſidération ; qu'elle ne dût accorder à l'Empereur que le ſeul ſecours convenu dans le Traité de —56, par la démonſtration trop circonſpecte de cette faveur contrainte, par cet accompliſſement d'un devoir pénible, cette démonſtration d'une amitié qui ſembleroit ſe donner à regret, elle imprimeroit moins de crainte à ſes ennemis naturels, elle exciteroit moins la reconnoiſſance de ſes Alliés, & ſes ménagemens ſuggéreroient aux plus foi-

bles Etats le desir & l'espoir de lui susciter de nouvelles guerres.

Un grand Etat qui veut conserver ses forces, doit quelquefois en essayer l'usage ; elles s'énervent dans le repos. Il lui faut des Alliés qui aient besoin de ses secours, & que ses troupes, rivales & amies des troupes alliées, émules de leur gloire, éloignent la guerre de ses frontières en s'instruisant dans l'art de les défendre. L'athlète qui veut entretenir ses forces, & dompter ses rivaux les plus renommés, ne se fait point frotter d'essences parfumées, il ne s'endort point dans le lit des Sibarites, il descend chaque jour dans l'arène, il y essaie son adresse & sa vigueur, & c'est en combattant qu'il se prépare au combat. Les Français donnèrent toujours l'exemple de la valeur dans les armées dont ils furent auxiliaires ; en servant avec les troupes étrangères, ils savent qu'ils ne doivent pas les craindre. Si la France, après avoir contribué aux succès de l'Empereur, pouvoit appréhender l'agrandissement des Princes qui lui succéderont, elle auroit au moins une force acquise & exercée ; & c'est par la prévoyance même de ses bienfaits précédens, qu'elle seroit mieux disposée à une résistance nécessaire.

Si, quelque jour, un Prince du Sang d'Autriche ou des Bourbon, imaginoit de rompre la convention de —56, & de renouveller les

anciennes rivalités ; quelle illusion auroit donc éloigné de leur vue ce calcul si effrayant ; & cependant si vrai ! Depuis près de trois siècles, ces Maisons étoient ennemies. Depuis trois siècles, deux grands Peuples & ceux qu'ils entraînoient dans leurs querelles, se vouoient réciproquement à la mort. Dans le nombre de vingt années, on avoit eu au moins sept années de guerre, & chacune de ces années de fureur & de deuil, avoit vu périr plus de trente mille hommes sur des champs de bataille, dans les Hôpitaux, par le fer, le feu, la fatigue & la faim. La vie de quatre millions d'hommes a donc été employée à déplacer quelques limites, à satisfaire un peu de gloire, toujours noircie de regrets amers. Une fausse philosophie aura dit, peut-être, qu'importe que des hommes meurent plutôt ou plus tard, par le fer ou par la fièvre ? Mais les générations qui seroient nées d'eux, n'existent point ; mais leurs familles désolées ont laissé dépérir leurs héritages ; des terres sont restées incultes ; des taxes exorbitantes ont été imposées pour nourrir quelques jours de plus des destructeurs qu'on détruisoit à leur tour. On est enfin parvenu à réconcilier les Maisons de France & d'Autriche, à anéantir les causes multipliées des anciennes guerres générales. Le tems a consolidé ce grand ouvrage, & l'on n'entreprendra jamais de le détruire.

» Permettons-nous une seconde supposition, très-
différente de celle qui précède. Donnons, pour
un instant, à la France cet amour excessif de la
gloire, cette soif des conquêtes, qui firent la
réputation & les malheurs du règne de Louis XIV.
Auprès d'un Souverain trop ambitieux, se rassem-
bleroient bientôt des Ministres, des Généraux,
habiles pour lui fournir des projets, audacieux
pour les exécuter. Un de ces Ministres, jaloux
de seconder les intentions de son Maître, diroit
aux Ministres assemblés pour l'écouter dans le
Conseil de Vienne:

» Aucune Puissance, dans le continent, ne
» peut égaler maintenant les forces dont la Mai-
» son d'Autriche dispose. Aucune Puissance n'on-
» tretient, comme elle, un état de guerre de
» trois cents cinquante mille soldats. L'Empereur
» s'est allié avec les Etats du Midi, & avec ceux
» du Nord; à la France & à la Russie, sa force,
» dont aucun Etat en particulier ne pourroit
» détourner l'impulsion, restera-t-elle oisive au
» centre de l'Europe? On n'entretient de grandes
» armées que pour leur confier l'exécution de
» grands projets; & déjà la Russie, animée des
» mêmes desirs que la France veut partager
» avec vous, vous trace une route assurée vers
» l'Orient, & vous promet la domination des
» plus fertiles Provinces de l'Europe. La France

» ne les défendra plus ; ſa convention de neu-
» tralité, de 1756, dont une nouvelle alliance
» a reſſerré les nœuds, ne fut qu'une première
» baſe, ſur laquelle elle projette enfin d'élever
» de plus nobles deſſeins. C'eſt maintenant une
» convention hoſtile qu'elle vous propoſe. A
» tout ce que vous pouvez, à tout ce que peut
» la Ruſſie, elle réunit tous ſes moyens ; & nos
» projets offenſifs, confiés à ſept ou huit ar-
» mées, à ſept ou huit cents mille ſoldats, n'au-
» ront aucun obſtacle à redouter. Craindrions-
» nous, dans nos efforts communs, une ligue
» Germanique, quand ſes reſſorts ſont diſperſés,
» & que vos Etats déſuniſſent ceux des Princes
» qui la compoſent ? Redouterions-nous la puiſ-
» ſance Pruſſienne, preſque ſans Alliés dans le
» continent, & entourée de toutes nos armées ?
» Redouterions-nous les Ottomans, que la Ruſſie
» ſeule a vaincus ; & des Corps d'Hanovriens,
» de Heſſois, d'Anglais, une armée combinée,
» gouvernée par des intérêts differens, & tou-
» jours lente & indéciſe dans ſes opérations ?
» Craindrions-nous l'Angleterre même, dont
» les forces, d'un genre différent de celui qui
» ſoumettra des Provinces à votre domination,
» ſeront au moins balancées ſur toutes les mers,
» par nos armées navales & celles de l'Eſpagne » ?

Tels ſeroient les projets d'une ambition déme-

surée, qui n'auroit uni & excité les trois grandes Puissances de l'Europe, que pour les inviter, un jour, par les difficultés d'un partage injuste, à se livrer entr'elles de nouveaux combats. Loin de nous l'idée d'applaudir à un projet de destruction ! Et si nous présentons ici la possibilité de l'exécuter, ce n'est que dans l'intention de montrer avec plus d'évidence, ce que la France, par sa modération, doit se permettre, en considérant ce que, par l'injustice, elle auroit le pouvoir d'entreprendre.

Sous tous les points de vue, l'union de la France & de l'Empereur, utile seulement à ces deux Alliés quand l'ancien équilibre étoit affermi, devient indispensable sous le régime universel qui s'annonce ; & lors même qu'on voudroit prévoir des dangers éloignés, des changemens dans le système actuel du Corps Germanique & de la Maison d'Autriche, il suffiroit encore de les appercevoir, de ne point les craindre, & de se préparer des moyens toujours existans pour en prévenir les effets.

Si la France ne resserroit pas, au moment actuel, ses liens avec la Maison d'Autriche, elle seroit au moins indifférente sur les desseins, de quelque nature qu'ils soient, que la Russie se propose, puisqu'il n'est plus possible de douter que ces desseins ne s'exécutent de concert avec

l'Empereur ; & par cette inaction, elle compromettroit indirectement son Allié principal ; elle continueroit d'être suspecte à la Turquie, sans avoir su regagner l'amitié de la Russie : ce qu'elle voudroit nommer circonspection, on le nommeroit timidité ; elle n'auroit plus d'amis surs & fidèles. Ses plus proches Alliés du Midi, craignant de ne plus recevoir ses secours, se garderoient bien de lui en accorder ; ils emploieroient, à son égard, la foiblesse qu'ils auroient cru lui appercevoir. Cependant, ses ennemis naturels lui resteroient ; & l'Angleterre essaieroit plus souvent contr'elle l'usage de sa force réelle & de sa force d'opinion.

Et puisque nous parlons d'opinion, quel seroit le malheur d'avoir risqué d'affoiblir celle d'un peuple si sensible à l'honneur, si fier des sentimens qu'il inspire ; d'un peuple qui chérit la gloire comme il chérit ses Souverains, & qui peut vaincre tous les obstacles lorsqu'aucun doute ne précede les ordres qu'il reçoit ?

Par la guerre même, si l'infortune des Nations veut qu'elle devienne necessaire, & qu'une paix durable ne puisse s'établir que par elle, la France conservera dans ses déterminations les plus vigoureuses, ses principes d'une modération constante ; elle ne voudra demander, dans une distribution générale des avantages que ses Alliés se parta-

geront, que des poſſeſſions utiles à ſon Commerce, convenables à une balance maritime moins connue, moins recherchée que l'équilibre du continent, mais peut-être plus indiſpenſable pour conſerver, entre tous les Peuples, une diſtribution de fortune proportionnée à leur conſiſtance & à leurs moyens.

Quand les ſept Provinces-Unies préparoient les feux de la guerre civile, & que les partiſans du Stadhouder & ceux du Patriotiſme, ſe diſputoient la ſouveraineté, une troiſième Puiſſance s'eſt montrée ſur ce théatre de confuſion & de déſordre. La France, témoin de ſes deſſeins, ne s'y eſt point oppoſée : mais faut-il en être ſurpris? Ses principes de juſtice ont dû ſe refuſer à des précautions prématurées; elle n'a pas voulu prévenir une injuſtice en la commettant, & violer elle-même le droit des Nations, en parlant de le maintenir. Si cette conduite franche & modérée anéantit ſon dernier Traité avec les Provinces-Unies; ſi elle lui fait perdre un Allié, elle lui vaudra des amis; le reſpect qu'on aura pour ſon équité, la ſauvera des dangers d'une confiance qu'elle a dû avoir, & dont elle ne ſe repentira jamais. Il eſt donc vrai que la France, ſans perdre aucun des moyens d'exercer, quand elle le jugera convenable, un reſſentiment légitime, a déja rempli le premier des devoirs; celui d'être juſte. On

On conviendra que les Traités entre les Nations, c'est-à-dire, les conventions qu'on fait pour elles, ne se maintiennent ordinairement que par l'intérêt qu'on a de les conserver; mais on ne se permet pas d'y renoncer sans colorer les changemens d'intentions par quelques prétextes spécieux; on se dément avec décence; & l'on ne se détermine à être injuste, qu'après s'être efforcé de prouver, bien ou mal, qu'on ne l'est point. Le Cabinet de Berlin a voulu interpréter, à main armée, les pouvoirs de la constitution Hollandaise; il manquoit de prétexte direct, & il s'est servi d'un prétexte étranger dans le fait existant: car l'insulte personnelle dont il s'est plaint, n'avoit rien de commun avec les droits de la République, les entreprises d'un Stadhouder, l'accomplissement d'un Traité avec la France. Cependant, le Roi de Prusse a pu dire, & il a dit en effet, qu'il n'avoit pas d'autre projet que d'obtenir la réparation d'une insulte. La Cour de Versailles n'avoit pas un prétexte semblable pour se livrer à des résolutions hostiles. On lui demande sa médiation, elle l'accorde; on lui demande des soldats, elle les refuse. A quel pouvoir les auroit-elle accordés? aux seuls véritables pouvoirs, ceux de l'Union d'Utrecht, de l'accord des sept Provinces. Cette Union, constituant seule la République entière, n'existoit plus.

Auroit-on cru voir la République dans la majorité des Etats-Généraux ? Cette majorité s'eſt trouvée, tour-à-tour, conforme à la volonté du Stadhouder, indéciſe par le partage des voix, & même, dans quelques inſtans, favorable aux deſſeins des Patriotes. La République n'ayant plus d'exiſtence déterminée, ſes Traités demeuroient auſſi nuls qu'elle-même ; & c'étoit à des Etats légalement conſtitués, & non à des factions qui ſe diſputoient le pouvoir ſouverain, que la France devoit l'appui de ſes armes. Un Etat, ſous quelque point de vue qu'on l'apperçoive, ne doit point changer l'eſſence de la ſouveraineté des Puiſſances qui lui ſont alliées ; il uſurperoit un pouvoir qu'il n'a que le droit de défendre.

Dans la ſuppoſition, très-peu vraiſemblable, que l'Empereur auroit héſité de partager le reſſentiment de la France, & de profiter de l'occaſion heureuſe qui lui eſt offerte, d'être à la fois équitable & intéreſſé, les troupes qui bordent l'Alſace, la Lorraine, le pays Meſſin, la Flandre, l'Artois, n'auroient-elles pas ſuffi pour rappeller hors des limites de la Hollande, vingt mille Pruſſiens envoyés des bords de la Sprée, forcés de devoir leur ſubſiſtance au pays dont ils s'annoncent les protecteurs, ou de la demander à de petits Etats enclavés entre le Rhin

& la Meuſe, & qui ſe trouveroient bientôt dans l'impuiſſance de l'accorder ?

Tous les plans que le Gouvernement français peut concevoir & exécuter dans les circonſtances actuelles, ne ſont-ils pas à ſon uſage ? Il pouvoit, dit-on, prévenir les deſſeins des Cabinets de Londres & de Berlin, empêcher l'approche des corps Pruſſiens, défendre l'entrée de la Hollande, & réduire le Stadhouder à aller au loin ſolliciter d'inutiles ſecours. Mais la France auroit provoqué des hoſtilités dont elle ne devoit pas même admettre la poſſibilité ; & elle ne doit s'occuper maintenant que des meſures prudentes & fermes qu'il lui convient d'adopter.

Si la voix publique dictoit les déterminations ; ſi les Corps politiques, qui doivent ſe trouver, dans tous les événemens, inacceſſibles aux paſſions, pouvoient s'abandonner, comme les membres qui les compoſent, aux réſolutions d'un premier mouvement, on auroit appris que des ordres les plus prompts auroient ouvert la route des pays de Limbourg & de Juliers ; que cinquante mille Français, promptement raſſemblés, auroient avancé leur droite entre Duſſeldorf & Wéſel, & appuyé leur gauche entre Ruremonde & Venlo ; que par ce premier diſpoſitif, dont quelques marches auroient aſſuré

l'exécution, tout le terrein entre le Rhin & la Meuse, seroit en leur pouvoir ; que la communication la plus directe des troupes Prussiennes, qui ont pénétré jusques aux portes d'Amsterdam, seroit interrompue ; que la division qui est entrée sur les terres de la Hollande, & celle qu'on y destinoit, n'auroient aucun moyen de se rejoindre ; que des corps de troupes & des retranchemens distribués sur la rive droite de la Meuse, en défendroient le passage aux Prussiens, lorsqu'ils voudroient revenir sur Wesel pour s'y rassembler en corps d'armée ; qu'enfin, dans le court intervalle de tems qui auroit été nécessaire à l'exécution de la première partie de ce plan hostile, les troupes de l'Alsace & de la Lorraine, auroient formé une seconde division pour remplacer la première. Celle-ci se seroit avancée dans la Principauté de Meurs, dans toute la Gueldre prussienne ; elle y auroit mis à contribution les petits Etats morcelés que le Roi de Prusse y possède. La communication des deux corps Prussiens, auroit été, alors, totalement coupée ; la première division Française, servant d'armée d'observation, auroit couvert avec sûreté les troupes de la Lorraine & de l'Alsace, employées au blocus de Wésel ; & le siège de cette Place, que le feu Roi de Prusse a réduite à une simple enceinte, seroit la première expédition résolue pour le printems prochain.

Ce plan, dicté par l'impatience ; ce plan, auquel une infinité de détails concernant les Vivres, les Fourrages, les Hôpitaux, l'Artillerie, auroient dû néceſſairement correſpondre, ſe ſeroit vu ſoumis à des lenteurs indiſpenſables, & combattu par des difficultés que le premier coup-d'œil n'apperçoit point, & que l'honneur & le courage ſeuls ne peuvent point applanir. D'autres objections du plus grand poids, ont également mérité la plus ſérieuſe attention ; elles ont modéré la chaleur d'un reſſentiment que le Gouvernement partage, ſans doute, avec la nation, & qu'il entreprendroit de lui inſpirer, s'il n'en connoiſſoit pas l'exiſtence & le prix.

Le ſyſtême politique de la France, n'eſt pas renfermé dans les ſeules limites de ſes Provinces, & ſon intérêt, indépendant, n'eſt pas le ſeul moteur de ſes réſolutions. Il convient à la France de confier ſes projets à des Alliés intéreſſés, comme elle, à réprimer les efforts des démarches ambitieuſes, à étouffer les premières étincelles d'un incendie, dont on ne pourroit plus arrêter les progrès lorſqu'il ſe ſeroit étendu loin du foyer de ſa naiſſance. C'eſt avec l'Empereur ſur-tout, qui peut ſe ptomettre de grands avantages des erreurs de la politique du Succeſſeur de Frédéric, qu'elle a dû concerter ſes deſſeins : c'eſt à l'Eſpagne qu'elle a dû les commu

niquer, pour convenir avec cette Alliée inſéparable, des plans maritimes qu'il leur convenoit d'adopter.

Ces plans demandoient les premiers ſoins de la France; & celui de défendre ſes colonies d'Amérique, l'Inde & ſon commerce, devoient précéder des invaſions territoriales, dont les apprêts pouvoient ſe différer ſans inconvénient. Qu'un Souverain place ſon audace où ſes moyens phyſiques ne lui ſuffiroient pas; qu'il étonne au lieu de perſuader; que Frédéric, par ſa hardieſſe, ſe ſoit aſſuré à Pirna les ſuccès de toute ſa guerre de —56; que le Roi de Pruſſe régnant veuille l'imiter à Amſterdam, de ſemblables entrepriſes ne conviennent point à la France : c'eſt avec plus d'examen & de dignité; c'eſt avec une ſûreté plus évidente qu'elle doit concerter ſes démarches.

Nous terminerions ici cette Lettre, aſſez étendue pour l'objet que nous traitons, lorſque tant d'autres ſujets s'offrent à la correſpondance que nous nous ſommes promiſe; mais on nous fait une objection; c'eſt de notre confiance même qu'elle eſt née, & elle a acquis dans les Cabinets de pluſieurs Souverains, une conſiſtance qui doit étonner. Nous n'avons pas beſoin de la diſſimuler. « La France, a-t-on dit, a avoué ſon im-» puiſſance; la publicité de ſes aveux a décou-

» ragé ſon peuple & enhardi ſes ennemis. Elle » n'eſt point en état de ſoutenir la guerre ; l'ar- » gent manque à ſes projets ». Le croira-t-on ? c'eſt l'Angleterre qui veut donner un corps à cette chimère ; l'Angleterre, écraſée ſous les impôts ; l'Angleterre, inſolvable, & riche ſeulement d'un crédit imaginaire, d'un crédit d'opinion, qu'une opinion plus vraie peut détruire en un moment. Elle ſemble vouloir ignorer que ſes Sujets ſe partagent entre huit ou neuf millions d'individus, le poids inſoutenable d'une dette plus conſidérable que celle dont les intérêts ſont aſſurés, non ſur les dons variables d'un commerce que tous les peuples ont le droit de réclamer, mais ſur les bienfaits permanens d'un territoire fertile & étendu. C'eſt en Angleterre uniquement où les jouiſſances ne ſe fondent que ſur les biens qu'on ſe promet, où l'inſolvabilité ſe cache ſous les dehors d'un faſte impoſant, & ne ſe déguiſe que par l'agiotage d'un papier-monnoie, dont aucun numéraire ſuffiſant ne garantit la valeur.

L'argent peut manquer à l'Etat le plus riche, quand une ſurveillance attentive n'en dirige pas le cours ; mais ſi l'Etat eſt riche en effet, l'argent ne manque point à la deſtination que l'honneur lui preſcrit. Dans une criſe imprévue, les impôts, le crédit, peuvent ſe refuſer au Gouvernement qui les ſollicite ; l'Etat eſt alors plus

pauvre accidentellement : mais c'eſt par ces mêmes refus, qui le gênent, que la nation eſt eſſentiellement plus opulente de la vraie richeſſe, qui eſt ſeule réelle, de ſa terre, de ſes productions abondantes, qui ſe renouvellent ſans fin, & dont la concurrence des Nations lui aſſure le débit ; de ſon numéraire, qui ne s'écoule plus dans des canaux obſcurs, qui ſe renferme pour ſe conſerver, & que l'on retrouve tout entier dès que l'honneur national en déſigne l'uſage.

Le Gouvernement français ſe plaignit une fois du beſoin d'un moment ; les habitans d'une ville immenſe renoncèrent volontairement au luxe de leurs tables, & portèrent des monceaux d'argent au Tréſor de l'Etat. Il voulut une autre fois réparer promptement ſa Marine, & des Corps-de-Ville, de ſimples particuliers, conſtruiſirent, armèrent des vaiſſeaux. La France ne diſpoſe-t-elle pas de plus de la moitié du numéraire de l'Europe ? N'a-t-elle pas vingt-quatre millions d'habitans, les tréſors d'un terrein productif, des ports & des eſcadres, des mateſots claſſés, & que n'enchaîne pas la rigueur de la preſſe ; une infanterie, une milice de quatre-vingt mille hommes pour la recruter ? Et ne recèle-t-elle pas dans ſon ſein le peuple de la terre le plus induſtrieux & le plus ſenſible à l'honneur ? Vingt phraſes d'un Edit que le ſentiment

ment & la perſuaſion auroient dictés, invoqueroient cet honneur public, qui ne trompa jamais la confiance du Gouvernement ; & la richeſſe, comme le ſang des Sujets, ſe prodigueroient au-devant des beſoins d'une défenſe légitime. Etre riche ou pauvre, n'eſt, pour une Monarchie auſſi puiſſante que la France, qu'un état accidentel de la confiance qui ſe donne ou ſe refuſe ; & dont les refus n'auroient jamais rien d'alarmant, puiſqu'ils ne produiroient qu'un emploi plus circonſpect & plus favorable d'une richeſſe réelle.

Dans un Royaume comme la France, le moment où des emprunts publics ne ſeroient point remplis, où le moindre impôt nouveau paroîtroit accablant, où le crédit ſembleroit s'anéantir, ne peut jamais avoir qu'une courte durée, parce que la circulation de la richeſſe numéraire s'arrête alors ; que cette richeſſe, dans un état de ſtagnation, ne circulant plus, devient preſque inutile dans les mains de ceux qui la partagent, & que, par ce mouvement général, qui ſollicite chacun en particulier de jouir des biens dont il diſpoſe, la circulation renaît bientôt ; les beſoins de ceux qui veulent emprunter, reprennent promptement la faculté de ſe ſatisfaire ; l'avantage de rendre à l'argent oiſif le prix que ſon cours lui procure, rend au Public & à l'Etat, qui ſait s'aſſocier à ſa fortune, la confiance & le crédit qui leur ſont néceſſaires.

Que les Ennnemis de la France ceſſent donc de vouloir fonder leur injuſte politique & leurs deſſeins de guerre, ſur la perſuaſion d'une impuiſſance, qui n'a aucune réalité (*).

Je ſuis, &c.

(*) Tous les Papiers publics anglais, expoſent l'opinion de la plus grande partie de la nation dans les circonſtances préſentes. L'Angleterre, diſent-ils, voudroit la paix pour conſerver les avantages infinis que ſon dernier Traité de commerce lui procure; elle eſt perſuadée que, par la raiſon contraire, la France voudroit la guerre. Les Anglais inſtruits, ne croient point que la ſituation des finances de la France, la mette dans l'impoſſibilité de ſoutenir ſon honneur & ſes droits; ils ont trop de bon ſens pour croire cette ſituation déſeſpérée. Ils ſavent que ſon ſyſtême a été défectueux, que l'*économie* peut en réparer promptement les défauts, & lui donner ſans peine des moyens très-ſupérieurs à ceux dont ils diſpoſent.

Nous citerons littéralement un des derniers paragraphes du *Morning Herald*, du 2 de ce mois.

The beſt informed men in this Country are far from ſubſcribing to the popular opinion that the finances of France are ſo miſerably deranged as ta make it deſperate in them to go to war. Their finances are deranged undoubtely, but not to the extent which we are fond to imagine; and they haue reſources of the moſt flatering Kind; Their ſyſtem has for ſome time been falſe, and the defalcations enormous; but they require only a ſtrong meaſure Connected with praticable economies to plaee them in a ſtate of capacity dread fully ſuperior to ourſelues.

LETTRE QUATRIEME.

Le 30 Octobre 1787.

LORSQUE la France, ſous un ancien régime, qu'on a heureuſement proſcrit, livroit ſes revenus à une foule de Financiers qui conſentoient à les partager avec elle, & à lui rendre, dans les momens où ſes beſoins devenoient plus preſſans, quelques portions de ſa propre richeſſe, la France, alors, ne jouiſſoit que de la moitié de ſon revenu, & fourniſſoit, ſi l'on peut s'exprimer ainſi, à l'entretien de deux Souverainetés diſtinctes, celle du Gouvernement, qui devoit la favoriſer, & celle des Financiers, qui n'auroient pas dû l'opprimer. Cependant, ſous ce régime vicieux d'adminiſtration, la France a pu conduire & ſoutenir conſtamment de grandes entrepriſes.

Ce ſyſtême de finance a été remplacé par celui du Crédit public, être moral, qui, ſelon ſes diverſes acceptions, produit les plus grands biens & les plus grands maux. Quand la confiance s'établit ſans efforts & ſans abus ; qu'elle s'établit ſur une richeſſe agricole ; qu'elle s'augmente progreſſivement par des travaux utiles, qu'elle

eſt modérée, & qu'elle s'offre d'elle-même ſans qu'on la recherche, & dans les ſeules occaſions où ſon uſage eſt convenable, le crédit qu'elle produit, eſt le bien le plus proſpère dont un grand Etat puiſſe jouir.

Mais quand le crédit ne facilite que l'abus des emprunts, l'ignorance & les écarts de quelques Adminiſtrateurs, des demandes qui ſe multiplient en proportion de ce qu'elles ſont plus ſouvent ſatisfaites, & que des diſſipations prennent fréquemment la place de la retenue & de l'ordre, ce crédit s'évanouit comme une ivreſſe paſſagère, & n'eſt ſuivi, parce que les excès ſe touchent, que d'une méfiance exagérée.

Dans le nombre des maux que la France a éprouvés, & qu'elle peut reprocher à l'Angleterre, n'oublions pas de compter le deſir qu'elle a eu de l'imiter, de vouloir ſe ſervir, ſous les pouvoirs de la conſtitution qui lui eſt propre, des reſſorts empruntés qui lui ſont étrangers, & de ſe refuſer les moyens qu'elle a à ſa diſpoſition, pour faire uſage de ceux qui ne peuvent pas lui convenir.

Du crédit eſt né l'agiotage ; & s'il nous eſt permis une ſeule fois de nous ſervir d'une ſorte de comparaiſon, l'agiotage eſt un enfant pervers, & d'une avidité inſatiable, qu'on ne ſait comment chaſſer de la maiſon paternelle, & qui détruit

tous les bienfaits dont on auroit pu être redevable à l'auteur de ſon exiſtence. Paris, qui ne commerce point comme Londres, a abſorbé les capitaux deſtinés aux Ports de mer, & plus ſûrement encore à multiplier les productions du ſol. Les engagemens par écrit auroient pu doubler, dans les Provinces, le numéraire effectif; ils n'ont plus ſervi que dans la Capitale, aux pernicieux deſſeins de tromper par un agiotage adroit & coupable. Voilà les deux tableaux reſſemblans des maux que la France a éprouvés ſous le régime de la Finance, & ſous celui d'un crédit trompeur. Mais ces maux ne ſont réellement que des mépriſes paſſagères & de faux apperçus; & la jalouſie de ſes ennemis, qui les croit irréparables, ne la privera jamais de la fertilité de ſes terres, de la richeſſe & du goût de ſes Manufactures, de la faveur de ſa balance maritime, de ſon immenſe numéraire; enfin, des revenus annuels, de plus de cinq cents millions, qui armeront ſes flottes, & ſoudoieront ſes armées.

On a donc employé ſucceſſivement deux moyens de ſoutenir la France dans ſa ſplendeur, ou de prévenir ſes détreſſes après des guerres longues & diſpendieuſes, & ces deux moyens ont été également erronés : mais le premier, du moins, n'avoit que des inconvéniens connus. L'avidité des anciens Financiers, quelqu'exceſſive qu'elle fût, recon-

noiſſoit des limites, que l'opinion publique leur oppoſoit quelquefois. Le ſecond moyen, ſous de ſpécieux prétextes, a été plus ſéduiſant & plus dangereux ; il a produit les maux que nous éprouvons, & dont nos ennemis ſe glorifient beaucoup plus qu'ils ne le devroient.

Ces maux n'auront plus qu'un moment de durée ; ils vont diſparoître ſous les loix d'un troiſième régime, qu'on a long-tems deſiré, & dont la réſiſtance des intérêts particuliers, a toujours éloigné les bienfaits. Ce régime, ſi naturel, qui maintient la ſolidité de l'édifice, qui en répare les défauts, & en prévient la vétuſté, n'eſt pas au nombre de ces projets qui en dénaturent les formes, & en ébranlent les fondemens. La main aſſurée qui ſoutient, au moment préſent, l'édifice de notre Adminiſtration, éloignera avec prudence ces Architectes de plans généraux, qui veulent briſer à la fois tous les reſſorts connus, pour en ſubſtituer de nouveaux ; qui prétendent aſſervir toutes les parties d'un Etat, à la ſolution d'un problême unique, à la théorie uniforme d'une adminiſtration qui n'eſt, au contraire, dans l'Etat, que pour en lier les parties, & ſe prêter, avec des modifications & une étude réfléchie, aux différences locales, aux variétés du climat, aux inſtitutions anciennes, aux privilèges, aux habitudes même, qui diſtinguent

les Provinces d'un grand Empire. Ce régime desiré, est celui de l'*économie* ; il embrasse tous les détails, & peut souffrir cependant, non de nombreuses, mais de grandes exceptions, quand la gloire nationale & la dignité de l'Etat l'exigent. La parcimonie naît de la prodigalité ; on ne peut dépenser noblement, ce qu'on a déja follement dissipé ; on est forcé d'être avare, parce qu'on fut prodigue ; ce dernier défaut nécessite le premier : l'ordre seul épargne, enrichit, & dépense à propos.

L'économie n'est point l'épargne d'un instant, mais le calcul de plusieurs années, & le résultat d'un plan suivi. Elle peut avoir l'air de l'abandon, lorsqu'elle a le plus de prévoyance, & qu'une générosité adroite prévient des dons trop multipliés. Cette maxime s'applique à la guerre, & sur-tout à la guerre maritime. Qu'on la commence avec des moyens grands & dispendieux ; qu'à son début rapide on double les armemens, elle sera moins meurtrière, plutôt terminée, & elle exigera de moindres dépenses dans la totalité de sa durée.

L'économie ne doit rien enlever au faste décent de la Royauté, des Ministres, des Généraux, des premiers Magistrats, qui la représentent, qu'ils méritent une vénération réfléchie, & qu'ils

fixent encore, autour d'eux, cette autre sorte de respect qu'on accorde, presqu'involontairement, aux apparences. En s'élevant ainsi par des dehors imposans, ils éléveront le trône, qui est immédiatement au-dessus d'eux, & la Nation entière, qu'ils rapprocheront de la hauteur qu'ils se seront prescrite ; ils dissiperont, par l'exemple de leurs actions nobles & désintéressées, les nuages obscurs que voudroient répandre devant eux les solliciteurs qui les environnent.

Ce régime du moment présent, celui de la nécessité & du génie du Ministre, qui conduit aujourd'hui le timon de l'Etat, demande, sans doute, quelques sacrifices particuliers. Une main habile sonde des plaies vives & profondes ; un cri de douleur répond à sa cruauté bienfaisante ; ce cri devient bientôt celui de la reconnoissance pour le bienfait d'une santé inaltérable.

Le régime salutaire, qui s'établit, consiste à mettre les dépenses au niveau de la recette, à n'employer dans chaque partie laborieuse de l'Administration que le nombre d'ouvriers qui y sont nécessaires ; à placer les récompenses de l'amour propre & de l'honneur, qui élevent une Nation par-tout où elles peuvent tenir lieu de l'intérêt, qui contribueroit à l'avilir ; à proportionner les dons aux travaux qui les méritent & aux besoins de ceux qui les reçoivent ; à ne point employer

ces

ces officieux oisifs, ces intrigans illustrés, qui comptent leurs titres & leurs promesses au rang des talens & des services ; à consentir que chaque Province, par sa manutention intérieure & économe, leve moins d'impôts & donne plus de revenus ; à favoriser l'Agriculture, car ses produits sont lents, mais ils sont assurés ; à protéger ostensiblement le commerce, en lui laissant tout le secret de ses combinaisons ; à payer les dépenses où la recette se fait ; à entretenir, pendant la paix, les Arsenaux de la marine, & l'armée sous des institutions toujours semblables à celles qu'elle doit avoir pendant la guerre, & que les corps divers qui la composent veillent à leur entretien dans le même tems qu'on surveille leur exactitude..... Bientôt, par ce régime économe & généreux, la France, comme dans ses plus beaux jours de gloire & de bonheur, reprendra toutes ses espérances, & ses ennemis perdront une partie de leur présomption.

C'est de cette maniere que nous rassemblions un petit nombre de ces preuves simples & vraies, que la persuasion emploie sans recherche & sans art, lorsqu'on nous annonça la visite d'un Anglais instruit de la situation de son pays ; il lut ce que nous venions d'écrire, & répondit à notre confiance par de nouvelles objections sur la balance des avantages des deux

Nations rivales, dignes d'être amies, & qui le seroient devenues, depuis long-tems, si l'une des deux avoit pu renoncer à la fausse idée de sa supériorité, & que l'autre, avec un abandon moins complaisant, eût voulu apprécier ce qu'elle vaut. Nous abrégeons les résultats de notre conversation.

« Un Anglais aime naturellement ce qui est » équitable ; mais votre Gouvernement ne vous » a souvent, défendu ou soutenu que par » des injustices. Lord Chatam, cet homme célè- » bre, osa l'avouer, lorsque pressé par le reproche » d'injustice dont se servoit fréquemment l'Am- » bassadeur qui lui parloit, & obéissant, comme » malgré lui, à cet instinct que les grands hom- » mes ont assez souvent de ne se ressouvenir que » de ce que la nature les a faits, & d'oublier les » rôles empruntés que leur situation exige, dit » avec vérité : *Si l'Angleterre avoit voulu être* » *juste, il y a long-tems qu'elle n'existeroit* » *plus.*

» Ses dernieres déterminations sont du nombre » de ces injustices politiques, que votre Gouver- » ment nomma quelque fois *Raisons d'Etat* : repla- » çons-nous, pour les connoître, au moment qui » précéda l'éclat des troubles de la Hollande. » Qu'étiez-vous dans l'Inde ? Les dominateurs d'une » contrée où le commerce vous avoit appellés ;

» vous y avez changé vos comptoirs subordonnés
» en de vastes établissemens souverains; vous y avez
» sans cesse promené, par des spéculations étu-
» diées, au milieu d'un peuple indolent & timide,
» une abondance nuisible ou une misere affreuse,
» afin que le travail d'une main-d'œuvre étran-
» gere diminuât ou augmentât ses prix à votre vo-
» lonté; vous avez unis, divisés, des Nababs sou-
» mis ou révoltés, & vous avez allumé des guerres
» interminables chez le peuple de la terre le plus
» tranquille; vous avez voulu étendre votre do-
» mination sur une surface immense, & prélever
» un grand revenu territorial sur des Nations en-
» gourdies, & sur des terres, dont aucun titre ne
» vous assuroit la propriété. Ce ne sont point là
» les desseins de la France, vous le savez; elle
» voudroit que l'Inde fût une patrie commune,
» où voyageroient tous les commerçans de l'Eu-
» rope, où toutes les Puissances guerrieres du
» Continent pourroient avoir des comptoirs ou-
» verts, & quelques portions d'un commerce qui
» serviroit à alimenter leurs armées d'Europe.
» En admettant tous les Etats à un partage des
» bienfaits du commerce de l'Inde, proportionné
» à leurs positions locales, à la nature & à la quan-
» tité des matieres premieres qu'ils peuvent four-
» nir, la France se réserveroit, même sans le
» vouloir, tous les avantages qu'elle doit à la

» situation de ſes Ports, à la fertilité de ſon ſol,
» à ſon induſtrie & à ſa population ; elle favori-
» ſeroit des concurrens & n'auroit point de
» vrais rivaux ; elle jouiroit, ſans crainte, des
» biens que la nature lui prodigua ; & les corres-
» pondances de l'Europe avec l'Aſie ſeroient mul-
» pliées. L'Inde ne ſeroit plus un théâtre conti-
» nuel de famines & de dévaſtations ; & l'un des
» plus grands motifs de rivalité parmi les Puiſſan-
» ces européennes n'exiſteroit plus. Tels ſeroient
» les effets certains de la prépondérance de la
» France dans le commerce de l'Inde ; & vous
» n'ignorez pas ce qu'ont produit, ce que produiront
» ſans ceſſe, dans ces régions éloignées, les deſirs
» ſans bornes de l'Angleterre, quand elle y veut
» augmenter ſes poſſeſſions, & y appeſantir le
» deſpotiſme qu'elle y exerce. Selon cet expoſé
» fidelle, qui mérite le mieux de la France ou de
» l'Angleterre le vœu des Nations, leur alliance
» & leur amour ?

» Votre Empire ſur les Princes de l'Inde &
» leur vaſſalité vous procurent tous les aſſorti-
» mens, tous les moyens d'avoir en Afrique une
» Traite preſque excluſive, lorſque des Compa-
» gnies opulentes s'aſſurent dans Londres à l'appui
» de leurs riches capitaux, les achats & les tranſ-
» ports des Eſclaves deſtinés à donner une pro-
» duction utile aux terres de l'Amérique. Les Nè-

» gres ſont, pour cette contrée, une matiere
» premiere que vous accaparez ſur le ſol même
» qui l'a produit; & les terres Américaines ſont
» ſtériles ou produiſent d'abondantes moiſſons,
» ſelon que vos ſpéculations le permettent. Lorſ-
» que la France veut vous interdire l'uſage de ces
» moyens, elle ne peut point avoir le but de ſe
» les approprier; elle ne veut qu'augmenter ſes
» cultures, en multipliant ſes reſſources aratoi-
» res, ſes productions, & par une ſuite néceſſaire,
» l'abondance des denrées dans tous les marchés de
» l'Europe. Sous ce ſecond point de vue, qui de
» la France ou de vous a des projets plus favora-
» bles pour la richeſſe proportionnelle & le bon-
» heur de tous les peuples?

» Vous impoſiez à l'Amérique des loix prohi-
» bitives; un vaſte développement de ſix cents
» lieues de côtes, étoit aſſervi à une ſeule Ville
» de l'Europe; vous étendiez des chaînes ſur une
» grande partie du globe, & vous raviſſiez au peuple
» de l'Amérique juſqu'aux apparences d'une liberté
» qu'il devoit partager avec vous par le droit de
» ſon origine; vous ne vouliez point le contenir &
» vous l'attacher par de juſtes bienfaits, & vous
» entreprîtes de le ſoumettre par les armes: il
» s'affranchit du joug de vos loix parlementaires,
» comme l'Europe entiere doit ſe ſouſtraire aux
» projets de votre politique de commerce, & vous

» oppoſer de toutes parts des réglemens prohibi-
» tifs, qui vous renfermeront dans les juſtes li-
» mites que votre ſituation locale, votre popu-
» lation bornée, & la nature des productions de
» vos terres doivent vous preſcrire, pour que tous
» les peuples jouiſſent, ſans votre aveu, des avan-
» tages qui leur ſont particuliers. Tel eſt le vœu
» de la France; & ſon deſir ne peut point être
» ſuſpect, puiſqu'en appellant toutes les Nations
» à un partage proportionnel, rien ne peut la pri-
» ver de ſes reſſources individuelles; elle jouira
» de ſes propres facultés ſans nuire à des Etats
» indépendans; ſa proſpérité ne fera point le
» malheur des autres peuples; tandis que vous ne
» pouvez vous enrichir qu'en vous appropriant
» les produits des facultés que la nature vous avoit
» refuſées. Sous ce troiſieme aſpect, ce n'eſt
» plus la France ſeule qui doit prévenir vos deſ-
» ſeins; tous les Etats ont le même intérêt que
» votre commerce ſoit limité, & que vous ne
» diſpoſiez plus à leurs dépens, de cette portion
» eſſentielle de leur ſouveraineté.

» En Aſie, en Afrique, en Amérique; par-
» tout, on vous a vu ſemblables à vous-mêmes,
» toujours avides d'une ſorte d'uſurpation d'au-
» tant plus dangereuſe qu'elle n'effraye point par
» des démonſtrations ſéveres, qu'elle ne ſe mon-
» tre, le plus ſouvent, que comme le fruit de

» l'induſtrie, & même, comme la récompenſe des
» bienfaits que vous accordez. Ce genre d'uſurpa-
» tion eſt d'autant plus nuiſible à tous les Etats,
» qu'il établit la ſuprême domination, celle des
» richeſſes, ce pouvoir de l'oppulence qui ſoudoye
» des alliés, intimide des ennemis, & preſcrit,
» à ſa volonté, la durée de la paix & de la guerre.
» C'eſt en Europe où le dernier réſultat de vos
» combinaiſons vient aboutir; & c'eſt ſur ce grand
» théâtre, ſur-tout, où votre politique a voulu
» preſcrire des loix, ſelon les caracteres, les fa-
» cultés & les mépriſes de toutes les Puiſſances.
» Le Portugal a été de tous les Etats celui que
» vous avez mis le plus ouvertement ſous votre dé-
» pendance. Les vaiſſeaux de votre commerce
» rempliſſoient le Tage, & vous apportoient dans
» la Tamiſe tous les tréſors du Breſil; vous les
» tranſportiez dans l'Inde; ils revenoient en Afri-
» que & en Amérique ſous des changemens de
» formes continuels, & groſſis dans leurs Cours,
» ils refluoient enfin dans votre Cité commerçante.
» C'eſt-là que s'établiſſoit un partage immenſe
» entre votre Gouvernement, qui payoit l'indul-
» gence de ſes alliés ou le ſilence de ſes ennemis,
» & vos commerçans, dont les ſpéculations aug-
» mentoient continuellement le nombre & la
» valeur de leurs capitaux. Le Portugal eſſaya,
» pluſieurs fois de reprendre ſon indépendance;

» le Traité de *Mexuen* l'assujettit de nouveau ;
» &, depuis l'époque de cet assujettissement, des
» efforts, que détruisoient l'habitude & l'indo-
» lence Portugaise, furent toujours inutiles.

» Le commerce de l'Espagne vous fut égale-
» ment soumis, quoique d'une maniere moins
» apparente & moins impérieuse de votre part; vous
» n'alliez point dans ses Ports alimenter les besoins
» d'un peuple qui ouvrit autrefois toutes les routes
» du commerce, & qui fut le premier conquérant
» des régions qui vous ont enrichis; sa fierté na-
» turelle paroissoit s'opposer à cette humiliation,
» quand ses faux calculs le soumettoient réelle-
» ment à l'adresse de ceux que vous dirigiez contre
» ses intérêts. Le Mexique & l'Inde auroient fait
» sa richesse, & c'est dans l'Inde même que vous
» en avez arrêté le cours. Le Traité de l'*Assiente*
» vous donnoit le pouvoir d'approvisionner, pres-
» que exclusivement, ses vastes possessions loin-
» taines, & vous rapportiez chez vous, en retours
» indispensables, les produits de ces régions,
» & une grande partie de l'argent du Mexique.
» Les terres de l'Espagne restoient incultes; elle
» ne manufacturoit point la superbe laine de ses
» troupeaux; & elle n'a point cessé de payer, à
» des fabricans étrangers, le prix que leur in-
» dustrie ajoutoit à ses productions

» L'Italie, qui avoit été si long-tems le centre
» de

» de tous les commerces, avoit vu ſes Ports
» déſertés. Gènes, Veniſe, dont les richeſſes
» avoient égalé la force politique à celle de toutes
» les grandes Puiſſances de l'Europe unies pour
» l'opprimer, ne furent plus comptées au nom-
» bre des Puiſſances commerçantes, quand les
» villes Anſéatiques s'élevèrent ſur leur ruine,
» quand Anvers devint l'Entrepôt de tous les
» échanges. Mais cette aſſociation des Villes de
» l'Allemagne fut détruite, & ces tréſors d'An-
» vers, partagés d'abord dans le Texel & la
» Tamiſe, ſe réunirent, en plus grande partie,
» par une gradation aſſurée, dans les Ports de
» l'Angleterre. Ce qu'il fut poſſible à la Hollande
» de conſerver de ce partage d'un commerce
» général, ne ſervit qu'à procurer de nouvelles
» richeſſes à l'Angleterre, parce que les Hollan-
» dais placèrent dans les Banques de Londres,
» une partie des nouveaux capitaux qu'ils acqué-
» roient journellement. C'eſt ainſi que ces Répu-
» blicains trop avides, pour obtenir de plus
» forts intérêts des capitaux ſurabondans que
» leur commerce ne pouvoit point employer,
» contribuoient puiſſamment au ſoutien de votre
» crédit, & aux progrès d'un commerce qui s'éle-
» voit ſur les ruines de celui qui ſembloit devoir
» leur appartenir. Cette conſidération fut prin-
» cipalement celle qui engagea la République à

» séparer ses intérêts des vôtres, & à s'unir à
» la France, dont les projets n'étoient point
» exclusifs.

» Vous aviez voulu envahir tous les commer-
» ces, toutes les pêcheries du Nord, quand la
» Suède, le Danemarck & la Russie s'unirent
» par un traité, dans l'objet d'interdire à vos
» Vaisseaux de guerre, l'entrée de la Baltique.
» Mais parmi les Navires colporteurs qui, sous
» le canon des Suédois & des Danois, traversent
» encore annuellement le Sund, le pavillon de
» l'Angleterre domine par le nombre & l'assorti-
» ment des cargaisons.

» Votre jalouse prévoyance ne s'est point arrêtée
» sur les principales branches des commerces
» généraux; elle les a toutes surveillées dans les
» moindres détails; elle s'est opposée aux moindres
» profits desirés par des Puissances du continent.
» Quand l'Impératrice Reine voulut se procurer
» par Ostende, quelques foibles portions dans le
» commerce de l'Inde, ce ne fut pas la France,
» ennemie alors de la Maison d'Autriche, qui s'y
» opposa; elle étoit trop équitable pour fermer
» à l'industrie de quelque Peuple que ce fût,
» des rades & des ports qui ne lui appartenoient
» point; & ce qui est très-remarquable, ce fut
» l'alliée même de Marie-Thérèse, l'Angleterre,
» qui lui donnoit des subsides & des Armées, qui

» s'oppoſa à ce foible eſſai maritime, & qui exigea » l'anéantiſſement de la Compagnie d'Oſtende. » Le Roi de Pruſſe fut pareillement obligé d'in- » terrompre les progrès d'un établiſſement preſ- » que ignoré dans un coin de l'Ooſt-Friſe, & de » diſſoudre la Compagnie qu'il avoit formée à » Embden.

» Parmi toutes les Nations que l'Angleterre » conſidéra comme ennemies de ſon commerce, » une ſeule mérita un inſtant le bonheur de ſa » protection maritime. Vous donnâtes des ſecours » à la Ruſſie, & des facilités pour vaincre les » flottes Turques aux Dardanelles; mais ce bien- » fait même décela vos vues, conſtamment inté- » reſſées. Depuis que Pierre-le-Grand eut » conſtruit la premiere chaloupe Ruſſe dans les » chantiers de Sardam, la Ruſſie n'avoit jamais » perdu de vue ſon projet de dominer dans la » mer noire, & de partager le commerce du » Levant. Servir cette Puiſſance, c'étoit nuire à » la France dans les mers du Midi; & vos faveurs » n'étoient qu'une vengeance. La France, qui ne » craint nulle part, mais dans ſes mers ſur-tout, » un partage qu'elle deſire, au contraire, & s'il » le faut dire naturellement, qu'elle ne peut ac- » corder qu'à vos dépens, qu'en diminuant votre » immenſe prépondérance, s'eſt unie, par un » traité de commerce, à la Cour de Pétersbourg;

» & cette Cour, que vous protégiez sur les mers » quand vous imaginiez qu'elle pouvoit nuire à » la France, vous est devenue suspecte; & vous » êtes à la veille de la considérer comme votre » ennemie, sans avoir d'autres motifs que votre » crainte de quelques avantages maritimes qu'elle » ose se promettre quand vous ambitionnez de » les posséder tous.

» Ainsi, de quelque côté que l'imagination » veuille s'arrêter, d'un pôle à l'autre, dans » l'univers entier, nous ne pouvons pas nommer » un seul coin de terre qui n'ait reçu l'empreinte » des desirs de votre Gouvernement. Com- » bien la conduite de la France fut différente de » la vôtre! (Ne faut-il pas que la vérité se dé- » voile à toutes les Nations)? La France accéda » la premiere au Code maritime que la Cour de » Pétersbourg venait de proposer; elle admit » les Puissances neutres au partage d'une égalité » dont elles n'avoient jamais joui; & ce Code de » la liberté des mers, c'est vous seuls qui avez » refusé de le connoître. La France a accordé » des avantages réciproques à l'Amérique indé- » pendante; elle a défendu les possessions éloi- » gnées des Provinces-Unies; elle vous a associés, » de sa propre volonté, aux profits de son com- » merce, par des conventions libres & postérieu- » res au traité de paix que vous avez promis

» d'obſerver avec elle. Ce don, (car vous ſavez
» que c'en eſt un), ſi on le croyoit trop géné-
» reux de ſa part, ne ſeroit point continué ;
» mais ce n'eſt point par la guerre qu'il devroit
» s'anéantir. Pourquoi mettroit-on la force où
» l'équité ſuffiroit? Pourquoi trancher par le fer
» le lien qu'on pourroit dénouer? Si la guerre
» étoit néceſſaire pour en prévenir les effets, ſi ces
» effets annonçoient des dangers réels, la guerre,
» il eſt vrai, ſeroit alors inévitable. Mais, qu'a
» de commun une convention de commerce avec
» une paix générale, précédemment conſentie?
» L'eſſai d'une indulgence, deviendroit-il un
» malheur irréparable? La paix étoit jurée, les
» poſſeſſions réciproquement déterminées, les
» déſarmemens effectués ; on imagine, après coup,
» des avantages maritimes qui doivent être pro-
» portionnels & mutuellement balancés; ſi l'un des
» deux contractans s'apperçoit qu'ils lui ſont nui-
» bles, il infirmera ce contrat poſtérieur: annullera-
» t-il ceux qui ont précédé & qui ſont d'un genre
» tout différent? Les traités de paix précédens
» n'ont-ils pas toujours été valides, quoiqu'au-
» cune union commerciale ne les ait ſuivis? Le
» dernier traité de paix redeviendroit ce que
» les autres n'ont jamais ceſſé d'être. Il n'y a,
» enfin, aucune analogie, aucun rapport même
» indirect entre un traité de paix définitif &

» une convention de commerce, volontaire &
» d'une date postéreure. Obligeriez-vous la
» France de vous livrer ses Magasins de Rouen
» & de Bordeaux, ceux de sa Capitale même,
» pour devenir les entrepôts des effets de votre
» commerce? à prendre ses ouvriers chez vous
» quand les siens vous seroient inutiles? & lui
» feriez-vous la guerre parce qu'elle ne voudroit
» pas qu'une partie utile de son Peuple fût
» privée des fruits de son travail? Mais vous
» ne voulez point la guerre; votre situation &
» vos intérêts vous sont trop bien connus. Vos
» démonstrations les plus résolues, n'ont eu pour
» objet que de favoriser la révolution de la Hol-
» lande, en vous efforçant de causer à la France
» des craintes que vous ne lui avez point com-
» muniquées. La France ne vous déclara point
» la guerre, quand votre acte de navigation, sous
» le Protectorat de Cromwel, interdit dans vos
» Ports l'entrée de toutes les marchandises qui
» n'y seroient point importées par des vaisseaux
» de votre Nation, quand vous exigeâtes de tous
» les Commerçans du monde les bienfaits que
» vous leur refusiez? Et de quel droit inconnu
» entreprendriez-vous de la gêner dans l'usage du
» régime intérieur de ses prohibitions? Aucun
» motif ne pourroit enlever à la France, si elle
» le jugeoit convenable, le pouvoir de se rétablir,

» à votre égard, dans la même situation que vous » avez consentie au moment de la signature de » votre dernier traité de paix.

» Quand ce traité fut conclu, la France étoit » puissamment armée; foibles alors dans les » mers de l'Europe, vous étiez dans l'impuissance » de vous opposer, devant Cadix, à la sortie & à » la destination de ses Escadres; & cependant elle » consentit, pour l'amour de la paix, des condi- » tions plus avantageuses pour vous qu'un pre- » mier examen ne paroissoit l'annoncer. C'est, » par exemple, par une condescendance où ses » vues supérieures ne s'arrêtèrent point, & avec » des compensations qui furent jugées équitables, » qu'elle vous rendit la Dominique, interposée » entre ses Isles du vent & celles sous le vent, » & qu'elle considéra la reprise de possession de » Sainte-Lucie, comme un dédommagement suf- » fisant. A peine avez-vous joui de ces conces- » sions amicales, & de la libéralité de ses dons, » que le premier acte de votre reconnoissance a » été une insulte nationale.

» On entre à main armée sur les terres de l'Allié » de la France, au moment même où la média- » tion de cette Puissance venoit d'être deman- » dée & accordée; on décide par la contrainte » & la force des discussions qui avoient été sou- » mises au tribunal de son équité, & l'on voue

» au glaive étranger des citoyens qu'elle s'étoit
» chargée de défendre. En vain direz-vous que
» vos soldats ne se sont point montrés aux por-
» tes d'Utrecht & d'Amsterdam : mais l'accord
» public de votre Cour & de celle de Berlin,
» n'est ignoré de personne ; & lorsque les Prus-
» siens soumettoient les Hollandais, vous armiez
» dans vos Ports, vous doubliez votre infante-
» rie, vous achetiez dans les Cours de l'Alle-
» magne les secours des Hessois, & des troupes
» d'Anspach & de Brunswich. Vous direz en-
» core que vous déféries à la majorité des voix
» des Provinces-Unies : mais ne sait-on pas que
» la Province de Hollande, quoiqu'elle ne soit,
» par sa voix, qu'une septième portion de la Répu-
» blique, est souveraine par sa constitution Oli-
» garchique ; qu'elle supporte seule les trois
» quarts des dépenses de la paix & de la guerre ;
» que c'est dans Amsterdam que se trouve le
» principal dépôt des richesses des six autres
» Provinces ; que les possessions de l'Inde sont
» sous son autorité ; qu'Amsterdam, enfin, est
» presque toute la Hollande, comme Londres
» est toute l'Angleterre ?

» Voilà des vérités dont toutes les Nations
» connoissent l'évidence, des vérités que votre
» Peuple, qu'égara trop souvent la haine natio-
» nale ; que votre peuple, jaloux, mais fier &
sincère,

» ſincère, & dont on ne craint point d'invo-
» quer la juſtice, ne ſauroit méconnoître quand
» on l'interroge ſous la foi de ſon caractère,
» dans les enceintes de ſa liberté, & que ſon
» Gouvernement ne ſe charge pas de répondre
» pour lui.

» Mais votre conviction a précédé l'examen
» que la perſuaſion nous a dicté, & vous avez
» déja PRONONCÉ DES PAROLES DE PAIX.
» Puiſſent-elles s'offrir long-tems à votre ſou-
» venir ! puiſſe votre Gouvernement ſe perſuader
» enfin, que c'eſt à la ſeule modération de la
» France, à ſon deſir de conſerver la paix dans
» le continent, à ſa crainte délicate d'alarmer, par
» des démonſtrations de toute ſa force, le repos
» des grands Etats, que vous devez la conſer-
» vation & les progrès de votre immenſe com-
» merce, & d'une prépondérance à laquelle il
» eſt tems que vous impoſiez vous-mêmes de
» juſtes bornes. Si la France & l'Eſpagne, lorſ-
» que le continent étoit pacifié, avoient con-
» ſulté tout ce que le reſſentiment peut entre-
» prendre, l'Angleterre ne ſeroit déja plus au
» nombre des Puiſſances. Sans deſſeins d'hoſtilités
» préparées, ſans projets offenſifs, la France auroit
» pu vous déclarer une ſorte de guerre éternelle,
» bien peu différente de ces inquiétudes continuel-
» les, de ces trèves de quelques années, que la

» laſſitude produit ; de ces trèves que, ſur-tout
» depuis le Traité d'Utrecht, vous n'avez jamais
» conſenties ſans vous réſerver quelque utilité
» préſente, & ſans vous ménager des prétextes
» pour les rompre. La France auroit pu vous
» fermer ſes Ports ; elle n'a aucun beſoin des
» productions de vos terres ; elle n'achete de
» vous que des ſuperfluités, & vous ne mettez
» à contribution que ſes caprices, quand elle
» peut vous aſſujettir par vos beſoins. Bremen,
» Anvers la ville de ſon Allié, autrefois
» ſi opulente, & dont le commerce de la
» France rétabliroit la ſplendeur, d'autres villes
» Impériales, deviendroient les Entrepôts de
» ſes fruits & de ſes vins, & vous ſeriez forcés
» de payer les frais d'un colportage étranger.
» La France n'a aucun beſoin de votre induſ-
» trie, puiſqu'elle vous eſt très-ſupérieure par
» l'eſprit d'invention de ſes ouvriers, & que leurs
» travaux plus multipliés peuvent égaler la conſ-
» tance des vôtres. Vous n'ignorez pas qu'au
» moment actuel, ſes Ports & ceux de l'Eſpagne
» renferment plus de Vaiſſeaux que vous n'en
» pouvez armer ; que deux cents mille Soldats des
» deux Nations unies, peuvent être tranſportés
» ſur vos Terres ; qu'un numéraire immenſe ne
» s'engloutit pas au fond des eaux, mais que votre
» crédit peut être anéanti par un ſeul grand re-

» vers inattendu ; & que trente-deux millions de » Sujets fideles & courageux, donnent plus de » Matelots, par un empreſſement volontaire, que » l'inhumanité de la preſſe n'en peut obtenir de » neuf millions d'Habitans, qui ne ſont défendus » que par une valeur ; qu'une valeur pareille & » l'avantage exceſſif du nombre, doivent vaincre » ſans efforts ».

Peut-être trouve-t-on encore des Anglais livrés à cette ancienne prévention nationale, qui eut autrefois un empire ſi bizarre & ſi étendu, & qu'une eſtime réciproque auroit, au moins, dû affoiblir. Ils diront que des circonſtances, dont, au moment actuel, on exagère les conſéquences, leur donnent quelques avantages dans la comparaiſon des forces dont ils croient diſpoſer ſans obſtacles. Si leurs appréciations étoient vraies, la guerre ſeule nous remettroit mutuellement à nos places. Les Nations doivent s'épargner des ſacrifices qu'elles ne croiroient accorder qu'à leur amour pour la paix, & qui ſeroient un jour, contr'elles, de nouveaux moyens de deſtruction. Et s'il eſt néceſſaire que des raiſons ſoient appuyées par des exemples, c'eſt de l'Angleterre même que nous voulons les emprunter. Tel fut ſous les yeux des repréſentans d'un peuple libre, & dans le ſanctuaire même de ſa liberté,

le ſentiment énergique que M. *Pitt* lui inſpira ſans peine, lorſque des revers inattendus, au commencement de la guerre de —56, le diſpoſoient trop promptement à la paix. » Anglois, » leur diſoit-il, vous éprouvez des pertes : hé » bien, doublez le nombre de vos victoires ; que » vos malheurs vous raniment ; ils vous impo- » ſent plus d'obligations, & permettent à votre » courage de plus glorieux dédommagemens. Il » eſt un tems pour la généroſité ; mais ne dépoſez » vos armes qu'au ſein de la victoire, & qu'elles » ſoient, auparavant, l'inſtrument qui vous l'aſ- » ſure ». Toujours ſemblable à lui-même, M. *Pitt Lord Chatam*, pendant la dernière guerre de l'Amérique, appuyé fiérement ſur ſa tombe, qui s'entr'ouvroit, au milieu de ſes concitoyens, leur diſoit de nouveau : « Ne redoutez pas le » nombre de vos ennemis ; croyez-vous qu'en » leur montrant des craintes, vous leur inſpi- » rerez le deſir de vous plaindre & de les par- » tager ». Ce fut en prononçant ces mots qu'il exhala les derniers ſoupirs de ſon patriotiſme & de ſa vie. Sous les yeux du Divan ou des Satrapes de Perſe, ſon courage n'auroit paru que l'excès d'un délire outré.

Le ſouffle divin qui produit les grands Hommes, eſt répandu preſque également ſur toute la terre ; la nature des Gouvernemens l'étouffe ou le

développe. Dans l'enceinte des murs de Conſtantinople, il ſeroit toujours inutile ou ignoré ; & même, ſous les Gouvernemens modérés, combien de gênes & d'obſtacles affoibliſſent ces ſortes d'épanchemens heureux, qui inſpireroient de valeureuſes réſolutions ! Les Sujets s'y trouvent dans un trop grand éloignement de leur Maître ; un ordre méthodique leur a preſcrit les règles qu'ils doivent ſuivre pour rapprocher les eſpaces ; & dans le tems qu'ils les parcourent, leur flamme ſe rallentit : ils auroient été les défenſeurs des droits de leur nation, ces hommes que l'on réduit au beſoin d'être protégés

Les idées naiſſent des idées, & ſi nous différions d'en interrompre le cours, nous mettrions ici, ſous vos yeux, les plans que l'expérience, le ſouvenir des anciens ſuccès de la France, & l'examen de quelques-unes de ſes mépriſes, doivent ſuggérer, dans les circonſtances actuelles, pour déſigner le nouvel emploi le plus ſage de ſes eſcadres & de ſes armées. Nous intérogerions les divers Conſeils de guerre des Souverains, pour apprécier leurs inſtitutions militaires, & comparer la force morale des armées deſtinées à ſe ſecourir ou à ſe combatre ; & ſortant des limites des ſix grands Etats qui donnent le mouvement à tous les autres, nous verrions juſqu'à quel point les Puiſſances du ſe-

496

cond rang peuvent contribuer, par de nouvelles vues politiques, au maintien d'une paix générale, & aux loix indiſpenſables d'un nouvel équilibre maritime.

Si vous daignez, M..., accorder quelques témoignages d'approbation, à des intentions de zèle, à la paſſion d'un Français qui aime la vérité, ſa Patrie & ſon Roi, les grands objets, que je vous annonce, s'offriront ſucceſſivement à ma plume impatiente d'obéir au deſir curieux de votre confiance & de votre amitié.

Je ſuis, &c.